



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN

Ministère de l'Economie, des Finances
et des Programmes de Dénationalisation

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2013



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU BENIN

**Ministère de l'Economie, des Finances
et des Programmes de Dénationalisation**

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BENIN 2013

SOMMAIRE

LISTE DES ENCADRES ET TABLEAUX.....	4
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	6
AVANT-PROPOS.....	7
RESUME.....	9
INTRODUCTION.....	12
1. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	14
1.1. Balance des biens.....	15
1.1.1. Exportations de biens.....	16
1.1.1.1. Evolution globale des exportations de marchandises générales.....	16
1.1.1.2. Composition des exportations de marchandises.....	17
1.1.1.3. Orientation géographique des exportations.....	18
1.1.2. Importations de biens.....	21
1.1.2.1. Evolution globale des importations de marchandises générales.....	22
1.1.2.2. Composition des importations de marchandises.....	22
1.1.2.3. Répartition géographique des importations.....	23
1.2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES.....	25
1.2.1. Exportations de services.....	27
1.2.2. Importations de services.....	28
1.3. COMPTE DE REVENUS PRIMAIRES.....	28
1.4. COMPTE DE REVENUS SECONDAIRES.....	29
2. COMPTE DE CAPITAL.....	30
2.1. Acquisition ou cessions d'actifs non financiers non produits.....	31
2.2. Transferts de capital.....	31
3. COMPTE FINANCIER.....	32
3.1. Investissements directs.....	33
3.2. Investissements de portefeuille.....	33
3.3. Autres investissements.....	33
4. CAPITAUX MONÉTAIRES.....	34
4.1. Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	36
4.2. Evolution des avoirs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts.....	36
4.3. Variation des avoirs et engagements de la Banque Centrale et des Autres Institutions Monétaires.....	37
4.4. Réconciliation avec les statistiques monétaires.....	37
5. POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	39
CONCLUSION.....	43
ANNEXES.....	44

LISTE DES ENCADRES ET TABLEAUX

ENCADRES

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6.....	6
Encadré 2 : Traitement statistique des importations de plates-formes pétrolières	22
Encadré 3 : Actualisation du taux de fret utilisé pour le passage des importations CAF en FAB.....	23

TABLEAUX

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO).....	8
Tableau 2 : Balance des transactions courantes.....	12
Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale.....	12
Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2009 à 2013.....	13
Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises ajustées.....	13
Tableau 6 : Principaux produits d'exportation	14
Tableau 6 : Principaux produits d'exportation	14
Tableau 7 : Exportations FOB par grands groupes de produits.....	15
Tableau 8 : Répartition géographique des exportations du Bénin (flux officiels corrigés).....	16
Tableau 9 : Répartition géographique des exportations du Bénin (Flux officiels+non contrôlés).....	17
Tableau 10 : Evolution des Importations de biens (base FOB).....	18
Tableau 11 : Evolution des importations de marchandises ajustées (base CAF).....	19
Tableau 12 : Répartition des importations par grands groupes de produits.....	20
Tableau 13 : Répartition géographique des importations (flux officiels corrigés).....	21
Tableau 14 : Evolution du solde de la balance des services.....	22
Tableau 15 : Evolution des exportations de services.....	24
Tableau 16 : Evolution des importations de services.....	24
Tableau 17 : Evolution des revenus primaires.....	25
Tableau 18 : Evolution des revenus des investissements.....	25
Tableau 19 : Evolution des transferts courants.....	25
Tableau 20 : Evolution des opérations en capital.....	27
Tableau 21 : Evolution du compte financier.....	29
Tableau 22 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	32
Tableau 23 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires.....	32
Tableau 24 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux.....	33
Tableau 25 : Correspondance statistiques monétaires-balance des paiements.....	33
Tableau 26 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin	36
Tableau 27 : Orientation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin en 2013.....	37

SIGLES ET ABREVIATIONS

ATC	:	Autres Titres de Créances
BCE	:	Banque Centrale Européenne
BCEAO	:	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BoE	:	Bank of England
BoJ	:	Bank of Japan
CAF	:	Coûts, Assurances et Frets
DTS	:	Droits de Tirage Spéciaux
FCFA	:	Franc de la Communauté Financière Africaine
FED	:	Federal Reserve
FMI	:	Fonds Monétaire International
FOB /FAB	:	Free On Board / Franco à bord
IHPC	:	Indicateurs Harmonisé des Prix à la Consommation
INSAE	:	Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique
ISBLSM	:	Institution Sans But Lucratif au Service des Ménages
MBP6	:	Sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements du FMI
PEG	:	Position Extérieure Globale
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PNG	:	Position Nette du Gouvernement
SIFIM	:	Services d'Intermédiation Financière Indirectement Mesurés
UEMOA	:	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Pour la troisième année consécutive, les comptes extérieurs du Bénin sont établis selon les principes de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du FMI, adopté en 2008 et mis en vigueur dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2012 pour l'élaboration des comptes de 2011. Depuis 2011, les éditions de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (PEG) du Bénin bénéficient des enseignements tirés de la refonte du dispositif d'élaboration des comptes extérieurs de la BCEAO.

En effet, à la faveur de l'adoption de la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6), la BCEAO a entièrement révisé son dispositif pour l'adapter à l'environnement des pays de l'UEMOA et aux normes internationales. Outre les changements introduits par le MBP6, la refonte a consisté à l'amélioration du système de collecte et d'analyse des données. Les principaux points d'amélioration ont porté sur (a) la ventilation géographique, (b) la répartition par branche d'activité des données et (c) la prise en compte des données de certaines institutions régionales.

Enfin, les comptes extérieurs de l'année 2013 ont été également enrichis des résultats de l'enquête ad'hoc sur les Investissements Directs Etrangers ainsi que des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA dont la huitième réunion s'est tenue les 22 et 23 septembre 2014 à Dakar, au Sénégal.

Encadré 1 : Composantes des comptes extérieurs selon le MBP6

I – La balance des paiements

Les composantes types sont réparties en trois grandes catégories : **le compte des transactions courantes, le compte de capital et le compte financier.**

1.1. Le compte des transactions courantes

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires entre les entités résidentes et non-résidentes. Les concepts de revenus primaires et de revenus secondaires, introduits par le MBP6, sont plus compatibles avec les comptes nationaux. Les revenus primaires présentent des composantes plus détaillées dans le nouveau Manuel, en distinguant les compensations des employés, les revenus des investissements et les autres revenus primaires, dont les taxes sur la production. Les revenus secondaires recouvrent essentiellement les transferts courants.

1.2. Le compte de capital

Le compte de capital présente les écritures relatives aux actifs non financiers non produits (terrains vendus aux ambassades, ventes de baux et de licences, etc.) ainsi que les transferts en capital.

La somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital représente la capacité ou le besoin de financement de l'économie. Il est théoriquement égal au solde du compte financier aux erreurs et omissions près.

1.3. Le compte financier

Le compte financier fait apparaître les acquisitions et les cessions nettes d'actifs et de passifs financiers. Les éléments du compte financier sont regroupés selon les catégories fonctionnelles ci-après :

- ✓ **les investissements directs** confèrent un contrôle ou une influence importante sur une unité économique non résidente. Ils tendent à être associés à une relation durable ;
- ✓ **les investissements de portefeuille** regroupent les transactions et positions transfrontalières portant sur les titres de participation ou de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les avoirs de réserve ;
- ✓ **les dérivés financiers et options sur titres des salariés** autres que les réserves ;
- ✓ **les autres investissements** sont une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les réserves techniques d'assurance, les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, les numéraires et dépôts, etc. ;
- ✓ **les avoirs de réserves** sont des avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des Autorités monétaires. Ils leur permettent de financer directement les déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes afin d'influer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

II – La Position Extérieure Globale (PEG)

La PEG décrit, à un moment donné, la différence entre la valeur des actifs et des passifs financiers des résidents d'une économie vis-à-vis des non-résidents. Les composantes de la PEG sont en ligne avec celles du compte financier pour assurer l'analyse de l'interdépendance entre les stocks et les flux selon les différentes rubriques. Le MBP6 distingue dans la PEG un compte pour les autres changements des actifs et passifs financiers ou « Autres flux ». Ce compte retrace les changements de volume pour des motifs autres que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit notamment de tous les changements de volume d'avoirs, des engagements, des réévaluations (gains et pertes de change) ou des reclassifications qui impactent la PEG.

RESUME

En 2013, les échanges extérieurs du Bénin se sont déroulés en cohérence avec la dynamique économique nationale qui s'est traduite par un taux de croissance économique estimé à 5,6% en 2013 contre 5,4% en 2012. Le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 99.076,9 millions en 2013 contre un excédent de 69.606,8 millions¹, une année auparavant.

Le déficit structurel du solde des transactions courantes s'est toutefois aggravé de 12,9% en ressortant à 332.575,6 millions en 2013 contre 294.558,2 millions en 2012. Traditionnellement, le déficit de la balance courante est imputable à la détérioration de la balance des biens et services dont la contribution à la dégradation du déficit courant en 2013, est estimée à 20,8%. En revanche, les revenus secondaires nets ont contenu la détérioration du déficit courant dans une proportion de 7,9%.

Le déficit de la balance des biens s'est en effet dégradé de 16.644,2 millions par rapport à 2012, en liaison avec une forte progression des importations insuffisamment couvertes par la hausse modérée des exportations.

Les services nets affichent un déficit de 121.830,0 millions, en détérioration de 44.630,0 millions par rapport à l'année précédente, en relation avec les dépenses effectuées au titre des autres services (services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises) et du fret, dans une moindre mesure.

Les revenus primaires nets se sont globalement stabilisés en passant d'un solde déficitaire de 34.071,8 millions en 2012 à un déficit de 34.087,3 millions en 2013.

L'excédent des revenus secondaires s'est, quant à lui, conforté de 23.272,3 millions pour s'établir à 125.610,6 millions en 2013 contre 102.338,4 millions en 2012, sous l'effet d'une mobilisation accrue des aides budgétaires et des transferts reçus au titre des envois de fonds.

Le compte de capital est ressorti excédentaire de 91.851,7 millions au cours de l'année sous revue contre un excédent de 84.977,0 millions en 2012, en lien avec une augmentation des autres transferts en capital de l'administration publique et des ménages.

Dans ces conditions, l'exécution des échanges avec l'extérieur s'est soldée par un besoin de financement de 240.723,9 millions contre un besoin de financement de 209.581,2 millions en 2012, entièrement couvert par les opérations financières. En effet, le compte financier affiche une augmentation du passif net de 61.899,8 millions pour s'établir à 331.694,5 millions en 2013 contre 269.794,7 millions en 2012.

S'agissant de la Position Extérieure Globale (PEG) nette, elle dégage un passif financier net de 432.795,5 millions au 31 décembre 2013 contre 545.218,3 millions au 31 décembre 2012. Les variations nettes induites par les autres changements d'actifs et de passifs se sont élevées à 43 987,6 millions, imputables essentiellement aux variations de taux de change.

¹Sauf précision, l'unité est le FCFA

Tableau 1 : Solde de la balance des paiements (Optique BCEAO)

(en millions de FCFA)

Libellé du poste	2010	2011	2012	2013
Compte des transactions courantes	-262 664,0	-243 559,6	-294 558,2	-332 575,6
Biens et services	-312 955,0	-303 063,0	-362 824,8	-424 099,0
Biens	-244 490,0	-259 312,9	-285 624,8	-302 269,0
Marchandises générales, base balance des paiements	-244 453,0	-261 535,9	-295 872,8	-311 179,9
<i>Dont : Réexportations</i>		228 135,0	446 998,1	596 074,2
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-37,0	2 223,0	271,0	-1 585,1
Or non monétaire	0,0	0,0	9 977,0	10 496,0
Services	-68 465,0	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0
Transport	-103 997,0	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6
<i>Dont fret</i>	<i>-95 863,0</i>	<i>-100 071,6</i>	<i>-110 333,9</i>	<i>-130 244,5</i>
Voyages	45 433,0	59 800,6	64 900,4	74 254,8
Autres services	-9 901,0	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2
Revenu primaire	-26 489,0	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3
Rémunération des salariés	5 249,0	3 443,3	2 426,2	3 155,8
Revenus des investissements	-31 738,0	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9
Autre revenu primaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Revenu secondaire	76 780,0	66 818,0	102 338,4	125 610,6
Administrations publiques	41 580,0	15 057,4	31 848,7	39 037,2
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	35 200,0	51 760,6	70 489,7	86 573,5
Dont Envois de fonds des travailleurs	62 954,0	48 677,0	58 851,6	69 812,0
Compte de capital	75 592,0	125 226,3	84 977,0	91 851,7
Transferts de capital	75 629,0	125 220,3	84 977,0	91 934,7
Administration publique	59 771,0	87 709,3	53 770,7	57 314,5
Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	15 858,0	37 511,0	31 206,3	34 620,3
Compte financier	-266 284,0	-97 628,4	-269 794,7	-331 694,5
Investissement direct	-96 439,0	-47 866,9	-123 154,1	-149 036,1
Investissements de portefeuille	-24 589,0	-27 918,4	-35 218,5	-19 486,7
Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	180,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-145 436,0	-21 843,0	-111 422,2	-163 171,8
Erreurs et omissions nettes	3 923,0	8 834,4	9 393,2	8 106,3
Solde global	83 135,0	-11 870,6	69 606,8	99 076,9
Avoirs et engagements extérieurs des institutions de dépôts	-83 135,0	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9
Banque centrale	-21 641,0	152 652,1	108 601,3	30 956,7
Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-61 494,0	-140 781,5	-178 208,1	-130 033,6

Source : BCEAO

INTRODUCTION

Les échanges extérieurs du Bénin en 2013 se sont déroulés dans un environnement économique et financier demeuré fragile, du fait essentiellement des incertitudes suscitées par la persistance des effets de la crise de la dette souveraine en Zone euro et des mesures d'austérité mises en œuvre par la plupart des pays membres de la Zone euro. La conjonction de cette crise avec d'autres facteurs structurels endogènes tels que les aléas climatiques et les tensions géopolitiques, s'est traduite par un ralentissement de l'activité économique, aussi bien dans les pays avancés que dans les économies émergentes et en développement. Ainsi, les estimations effectuées par le Fonds Monétaire International (FMI) situent le taux de croissance de l'économie mondiale à 3,0% en 2013 contre 3,2% en 2012.

Dans ce contexte, la plupart des banques centrales ont continué d'imprimer une orientation accommodante à leur politique monétaire. Ainsi, la Réserve Fédérale Américaine (FED), la Banque du Japon (BoJ), la Banque Centrale Européenne (BCE) et la Banque d'Angleterre (BoE) ont maintenu leurs principaux taux directeurs à des niveaux proches de zéro pour continuer à soutenir la croissance mondiale.

Dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), l'activité économique s'est remise progressivement des effets de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire et au Mali. Les craintes d'une détérioration des prévisions de croissance du fait de l'évolution défavorable des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux d'une part, et des tensions sur les prix des produits industriels importés d'autre part, se sont progressivement dissipées. Par conséquent, le taux de croissance économique réel de l'UEMOA en 2013 est ressortie à 6,0% contre 6,5% en 2012, en relation avec l'exécution de grands projets de développement et l'investissement privé. En outre, la croissance a été dopée par l'essor de la production minière consécutif à la mise en valeur, ces dernières années, de plusieurs projets dans les domaines aurifères et pétroliers ainsi que le redressement de la production agricole et le raffermissement de la production industrielle.

Au plan de la politique monétaire, la Banque Centrale a continué de soutenir les banques dans le cadre de ses adjudications régionales. Elle a ainsi poursuivi ses opérations hebdomadaires et mensuelles d'injection de liquidités sur le marché monétaire. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire a consacré la détente des taux d'intérêt en harmonie avec les mouvements observés sur les marchés internationaux, en décidant de baisser de 2,75% à 2,50% le taux minimum de soumission au marché monétaire et de 3,75% à 3,50% le taux d'intérêt des prêts marginaux, pour compter du 16 septembre 2013.

Au Bénin, le taux de croissance économique réel est estimé à 5,6% en 2013 contre 5,4% en 2012, matérialisant une reprise continue quoique modérée en 2013 par rapport au niveau de 2011 où le taux de croissance s'était élevé à 3,5%. Le regain de croissance est soutenu par la hausse de la production de coton graine qui a atteint 307.355 tonnes pour la campagne 2013-2014 contre 240.023 tonnes pour la campagne agricole 2012-2013, la bonne tenue de la production industrielle et du commerce de détail ainsi que la bonne orientation des activités au Port de Cotonou. Les contributions sectorielles à la croissance en 2013 ressortiraient à 1,7 points de pourcentage pour le secteur primaire, 0,8 point de pourcentage pour le secteur secondaire et 2,6 points de pourcentage pour le secteur tertiaire.

S'agissant des prix intérieurs, le taux d'inflation mesuré par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est établi à 1,0% en 2013 contre 6,7% en 2012, se situant ainsi en dessous du seuil de 3% prévu dans le cadre de la surveillance multilatérale au sein des Etats de l'Union. Cette décélération de l'inflation est essentiellement due à la fonction « transports », en rapport avec l'atténuation des effets de la décision de réduction des subventions sur les produits pétroliers au Nigeria et l'abandon de la lutte engagée par le Gouvernement contre la vente en vrac de produits pétroliers sur le marché informel.

Les opérations financières de l'Etat, quant à elles, se sont soldées par une détérioration du déficit global hors dons (base engagement) qui s'est établi à 3,8% du PIB courant contre 2,4% en 2012. Cette évolution résulte d'un accroissement moins prononcé des recettes totales (hors

dons) comparativement aux dépenses totales et prêts nets en 2013. Les recettes de l'Etat hors dons se sont chiffrées en 2013 à 795,5 milliards contre 722,5 milliards en 2012 tandis que les dépenses publiques sont passées de 815,7 milliards en 2012 à 952,0 milliards en 2013.

La situation monétaire a été marquée par une expansion de la masse monétaire de 252.224,1 millions, soit un accroissement de 17,2% comparativement aux réalisations de 2012, sous l'effet conjugué d'un accroissement de 15,8% du crédit intérieur et d'une consolidation de 12,6% des avoirs extérieurs nets. L'évolution du crédit intérieur est essentiellement imputable à une hausse de 10,6% des crédits à l'économie qui ont profité aux sociétés de commercialisation des produits pétroliers, de produits alimentaires, au secteur industriel et au financement de la campagne agricole.

Ces différentes évolutions se sont traduites au niveau des comptes extérieurs, par un excédent de 99.076,9 millions du solde global de la balance des paiements. Le présent rapport analyse l'évolution des principales composantes des comptes extérieurs du Bénin. Il est organisé en cinq parties, suivant le canevas harmonisé retenu au niveau des pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine.

1

COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes affiche un déficit de 8,1% du PIB en 2013 contre un déficit de 7,6% en 2012. La dégradation du déficit des transactions courantes est essentiellement imputable à l'évolution défavorable de la balance des biens et services ainsi qu'à celle des revenus primaires, dans une moindre mesure.

L'évolution de la balance des paiements, élaborée conformément à la méthodologie de la 6^{ème} édition du manuel du FMI, indique une dégradation du déficit structurel du compte courant dont le solde s'est établi en 2013 à 332.575,6 millions, soit 8,1% du PIB nominal. En 2012, le solde courant était déficitaire de 294.558,2 millions, soit 7,6% du PIB courant.

La dégradation du déficit des transactions courantes est essentiellement imputable à l'évolution défavorable de la balance des biens et services ainsi qu'à celle des revenus primaires dans une moindre mesure. L'évolution de la balance courante sur les cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 2 : Balance des transactions courantes

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Biens et services	-372 158,0	-312 955,0	-303 063,0	-362 824,9	-424 099,0
Biens	-242 329,0	-244 490,0	-259 312,9	-285 624,9	-302 269,0
Services	-129 829,0	-68 465,0	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0
Revenus primaires	-15 580,0	-26 489,0	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3
Revenus secondaires	81 320,0	76 780,0	66 818,0	102 338,4	125 610,6
Solde du compte courant	-306 418,0	-262 664,0	-243 559,6	-294 558,3	-332 575,6
Solde du compte courant (hors dons)	-355 338,0	-304 244,0	-258 617,0	-326 406,9	-371 612,8
PIB Nominal	3 109 410,3	3 247 980,8	3 443 362,2	3 858 300,0	4 104 200,0
Solde courant (en % PIB)	-9,9	-8,1	-7,1	-7,6	-8,1

Source : INSAE-BCEAO

1.1. BALANCE DES BIENS

Le déficit du commerce extérieur s'est aggravé de 5,8% en s'établissant à 302.269,0 millions en 2013 contre 285.624,8 millions en 2012. L'évolution de la balance commerciale est le résultat d'une hausse de 25,4% des importations de biens [en particulier, les céréales (riz) et les biens d'équipement] que l'accroissement des exportations de biens de 3,3% n'a pu compenser pour contenir le niveau du déficit.

Tableau 3 : Evolution de la balance commerciale

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Exportations de biens FOB (1)	578 223,0	634 714,0	588 547,0	736 497,8	979 125,7
Importations de biens FOB (2)	820 552,0	879 204,0	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7
Balance commerciale de biens	-242 329,0	-244 490,0	-259 312,9	-285 624,8	-302 269,0
Taux de couverture (1)/(2) (en %)	70,5	72,2	69,4	72,1	76,4
Degré d'ouverture commerciale (1)+(2) / PIB nominal (en %)	45,0	46,6	41,7	45,6	55,1

Source: BCEAO

1.1.1. Exportations de biens

Les exportations FOB ajustées² de biens en 2013 sont arrêtées à 979.125,7 millions contre 736.497,8 millions une année plus tôt. Les transactions relatives à la réexportation y figurent pour un montant de 596.074,2 millions en 2013 contre 446.998,6 millions en 2012. Le niveau relativement élevé des estimations de réexportation en 2013 s'explique par l'importante augmentation des importations de produits alimentaires et du riz en particulier qui continuent

² Les statistiques du commerce extérieur élaborées par l'INSAE sont ajustées par les résultats de la réconciliation des données du commerce intra UEMOA et les estimations du commerce informel.

d'être exportés vers le Nigeria par les canaux informels au moyen notamment, du phénomène de fractionnement. L'évolution des exportations sur les cinq dernières années est retracée comme suit :

Tableau 4 : Evolution des exportations de biens de 2009 à 2013

(en millions de FCFA)

Postes	2 009	2 010	2 011	2 012	2013
Marchandises générales	578 328,0	634751	586 324,0	726 249,8	970 214,8
<i>Dont réexportations</i>	284 126,0	240 596,1	228 134,9	446 998,6	596 074,2
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-105,0	-37,0	2 223,0	271,0	-1 585,1
Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	9 976,9	10 496,0
<i>Dont réexportations</i>	0,0	0,0	0,0	9 976,9	10 496,0
Total exportations de biens	578 223,0	634 714,0	588 547,0	736 497,8	979 125,7

Source : INSAE-BCEAO

1.1.1.1. Evolution globale des exportations de marchandises générales

Les exportations de marchandises générales ajustées suivant le MBP6 ont augmenté de 32,9% pour s'établir à 979.125,7 millions en 2013 contre 736.497,8 millions en 2012. Les statistiques officielles y ont contribué pour 32,1% contre une moyenne de 38,3% pour les quatre dernières années. Les exportations officielles enregistrées à travers les statistiques de l'INSAE se sont, en effet, élevées à 314.779,1 millions alors qu'elles se situaient à 234.334,4 millions, une année auparavant.

Les ajustements portent notamment sur les estimations du commerce non enregistré et la correction des asymétries relevées dans les déclarations statistiques croisées des pays membres de l'UEMOA.

Tableau 5 : Evolution des exportations de marchandises ajustées

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Produits du coton	66 630,7	62 389,1	61 130,0	91 829,0	133 406,4
Produits du palmier	8 203,0	5 688,1	2 487,2	5 620,5	3 544,1
Autres produits	185 198,1	179 966,9	104 009,2	136 884,9	177 828,6
Total statistiques officielles*	260 031,8	248 044,1	167 626,5	234 334,4	314 779,1
Ajustement de champ	318 296,2	386 706,9	418 697,5	502 163,4	664 346,6
<i>dont réexportation</i>	152 307,5	172 543,7	204 087,7	361 443,4	531 551,6
Exportations totales ajustées	578 328,0	634 751,0	586 324,0	736 497,8	979 125,7

Source : INSAE-BCEAO * Sur la base des données obtenues à l'INSAE en octobre 2014

1.1.1.2. Composition des exportations de marchandises

Les exportations officielles du Bénin restent dominées par les produits du coton, notamment le coton fibre qui a représenté 38,9% des exportations officielles contre 35,3% en 2012. Toutefois, il est noté, l'émergence des exportations de noix d'anacarde, de bois et ouvrages en bois.

Tableau 6 : Principaux produits d'exportation

(en millions de FCFA)

Postes	2011		2012		2013	
	Montant (en millions FCFA)	Part relative (en %)	Montant (en millions FCFA)	Part relative (en %)	Montant (en millions FCFA)	Part relative (en %)
Fibres de coton	53 346,5	31,8	82 787,4	35,3	122 490,2	38,9
Fer, fonte et acier	28 594,3	17,1	34 838,3	14,9	34 050,6	10,8
Produits pétroliers	21 429,4	12,8	19 202,5	8,2	18 323,0	5,8
Noix d'anacarde	17 937,0	10,7	25 763,2	11,0	30 677,8	9,7
Riz	4 320,1	2,6	2 356,3	1,0	1 613,1	0,5
Huile de coton	4 295,3	2,6	6 289,7	2,7	4 537,7	1,4
Sucre et sucrerie	3 115,7	1,9	5 628,0	2,4	5 912,9	1,9
Bois et ouvrages en bois	3 041,9	1,8	8 006,1	3,4	8 741,7	2,8
Autres produits	31 546,3	18,8	49 462,9	21,2	88 432,0	28,1
Dont Or non monétaire	0,0	0,0	0,0	9 976,9	10 496,0	3,3
Total exportations officielles	167 626,5	100,0	234 334,4	100,0	314 779,1	100,0

Source : INSAE-BCEAO, octobre 2014

Les exportations des produits du coton se sont accrues de 48,0% en 2013 en liaison avec l'évolution de la campagne cotonnière 2012-2013² qui s'est soldée par une production de coton graine de 307.355 tonnes contre 243.023 tonnes selon les données officielles pour la campagne précédente. Les ventes à l'étranger de fibres de coton se sont ainsi établies à 122.490,7 millions en 2013 pour une quantité de 158.736,4 tonnes (Cf. tableau n°7).

Les exportations de « fer, fonte et acier », contrairement à 2012, ont baissé de 2,3% en valeur pour s'établir à 34.050,6 millions en 2013 contre 34.838,3 millions en 2012. En volume, les exportations de « fer, fonte et acier » ont progressé de 23,0% en 2013.

S'agissant des noix de cajou, leurs exportations se sont consolidées de 19,1% en valeur et de 21,2% en volume en relation avec les actions de promotion initiées depuis quelques années et les réformes en cours en vue de la diversification agricole. Les ventes à l'étranger de noix d'anacarde ont ainsi atteint 30.677,8 millions en 2013 contre 25.763,2 millions en 2012.

De même, les exportations d'or brut qui apparaissaient négligeables, il y a quelques années, ont commencé par prendre de volume. Les métaux précieux, y compris l'or brut, en provenance des pays de l'hinterland notamment le Mali et le Niger, sont enregistrés à l'aéroport de Cotonou, en réexportation vers les pays occidentaux. La hausse des exportations d'or malgré la baisse modérée du prix de cette spéculation sur le marché mondial en 2013, s'explique par l'accroissement des quantités réexportées. En effet, les réexportations d'or ont progressé en valeur de 519,1 millions, par rapport à leur niveau de 2012 (9.976,9 millions) pour ressortir à 10.496,0 millions en 2013. En volume, les réexportations du métal jaune ont atteint 10,5 tonnes contre 9,9 tonnes en 2012, soit un accroissement de 6,1%.

En revanche, les exportations officielles de produits pétroliers³, à l'instar de la situation en 2012, ont regressé de 4,6% en valeur et de 1,0% en volume. Toutefois, l'ampleur de la baisse est moindre en 2013 comparativement à 2012, notamment en raison de l'évolution favorable des cours du baril de pétrole sur les marchés internationaux en 2013. Dans le même ordre d'idées, les ventes officielles de riz à l'étranger qui avaient atteint en valeur, 45.219,7 millions des exportations totales officielles du Bénin en 2010 ont fondu en raison des mesures restrictives prises au Nigeria. Les exportations officielles de riz ont baissé en valeur de 31,5% pour s'établir à 1.613,1 millions en 2013 contre 2.356,3 millions en 2012.

L'évolution des exportations en volume et en valeur en 2012 et 2013 se présente comme suit :

² Les exportations de coton effectuées à l'année n sont relatives à la campagne (n-1)-n

³ Il s'agit en général de produits finis préalablement importés et cédés aux pays de l'hinterland

Tableau 7 : Exportations FOB par grands groupes de produits

Postes	Quantité (Tonnes)		Variation	Valeurs (millions de FCFA)		Variation
	2012	2013	(%)	2012	2013	(%)
PRODUITS DU COTON	130 679,9	210 231,2	60,9	91 829,0	133 406,4	45,3
Fibres de coton	101 609,2	158 736,4	56,2	82 787,4	122 490,2	48,0
Graines de Coton	0,0	9 968,9	-	0,0	2 244,4	-
Tourteaux de coton	20 537,9	33 898,3	65,1	2 751,9	4 134,0	50,2
Huile de coton	8 532,8	7 627,6	-10,6	6 289,7	4537,7	-27,9
PRODUITS DU PALMIER	27 777,4	14 078,5	-49,3	5 620,5	3 544,1	-36,9
Huile de palme	1 820,6	4 109,2	125,7	1 335,0	1 299,7	-2,6
Huile de palmiste	0,0	0,4	-	0,0	0,0	-
Tourteaux de palmistes	25 956,8	9 968,9	-61,6	4 285,5	2 244,4	-47,6
AUTRES PRODUITS	688 198,4	840 744,2	22,2	136 884,9	177 828,6	29,9
dont :						
Viande et abats comestibles	25,0	0,0	-100,0	15,6	0,0	-100,0
Noix d'anarcade	95 277,6	115 474,6	21,2	25 763,2	30 677,8	19,1
Riz	30 885,4	31 229,1	1,1	2 356,3	1 613,1	-31,5
Tabacs et cigarettes	208,5	119,8	-42,5	257,1	418,2	62,7
Sucre et sucrerie	15 400,4	17 140,1	11,3	5 628,0	5 912,9	5,1
Boissons	411,3	903,1	119,6	100,0	420,2	320,2
Bois et ouvrages en bois	163 989,9	107 557,4	-34,4	8 006,1	8 741,7	9,2
Produits pétroliers	36 757,4	36 387,6	-1,0	19 202,5	18 323,0	-4,6
Métaux précieux	10,0	10,5	5,0	9 976,9	10 496,0	5,2
Fer fonte et acier	131 996,8	162 387,5	23,0	34 838,3	34 050,6	-2,3
TOTAL (statistiques officielles)	846 655,7	1 065 054,0	25,8	234 334,4	314 779,1	34,3

Sources : INSAE-BCEAO, Octobre 2014

1.1.1.3. Orientation géographique des exportations

D'une année à l'autre, la répartition spatiale des exportations officielles du Bénin indique un léger rééquilibrage des flux en faveur de l'Asie qui devient le principal partenaire commercial du Bénin avec une part de marché équivalant à 50,1% en 2013 contre 48,0% en 2012. L'Afrique, en recueillant 35,6% des ventes du Bénin à l'étranger en 2013, représente le deuxième partenaire commercial du Bénin. L'Europe avec 6,9% des exportations officielles du Bénin, occupe la troisième place.

En Asie, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin sont la Chine (18,9%) et l'Inde (11,1%). Il est observé en 2013 une perte des parts de marché de la Chine au profit des pays de l'Asie du Sud-Est tels que l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande. Les exportations en direction de la Chine sont essentiellement constituées du coton (89,9%) et du bois (7,2%). L'Inde, quant à elle, importe en grande partie du Bénin les noix d'anarcade (78,9%) et le bois (13,1%).

Le détail des exportations selon les principales destinations se résume comme ci-après.

Tableau 8 : Répartition géographique des exportations du Bénin (flux officiels non corrigés)

Régions	2011	2012	2013	2012	2013
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	70 209,3	112 530,7	157 827,8	48,0	50,1
Chine	25 247,6	58 942,5	59 335,9	25,2	18,9
Taiwan	0,0	50,5	0,0	0,0	0,0
Vietnam	2 865,0	3 520,1	10 838,2	1,5	3,4
Pakistan	983,1	506,4	0,0	0,2	0,0
Indonésie	11 155,7	1 347,0	19 112,0	0,6	6,1
Bangladesh	93,8	2,5	8 662,8	0,0	2,8
Thaïlande	2 844,0	1 675,7	0,0	0,7	0,0
Inde	18 037,2	26 251,7	35 007,3	11,2	11,1
Malaisie	-	0,0	11 503,7	0,0	3,7
Singapour	-	0,0	4 480,5	0,0	1,4
Autres	-	20 234,3	8 887,5	8,6	2,8
EUROPE	18 857,5	16 552,0	42 822,7	7,1	13,6
Union Européenne	18 733,5	15 129,7	21 601,2	6,5	6,9
Belgique	214,4	418,5	599,0	0,2	0,2
France	3 737,0	2 131,6	1 586,1	0,9	0,5
Allemagne	1 252,0	743,8	818,3	0,3	0,3
Espagne	2 161,9	559,7	1 067,6	0,2	0,3
Portugal	1 219,9	3 870,7	1 572,8	1,7	0,5
Pays bas	1 531,3	1 381,6	6 366,9	0,6	2,0
Italie	1 991,2	202,9	381,7	0,1	0,1
Danemark	-	0,0	5 392,1	0,0	1,7
Autres	-	5 820,9	3 816,8	2,5	1,2
Non Union Européenne	124,0	1 422,3	21 221,5	0,6	6,7
Norvège	-	0,0	18 372,4	0,0	5,8
Suisse	-	1 015,2	2 013,5	0,4	0,6
Autres	-	407,1	835,7	0,2	0,3
AFRIQUE	78 099,8	103 518,5	111 913,3	44,2	35,6
UEMOA	23 044,3	34 194,5	35 336,8	14,6	11,2
Burkina	3 350,3	1 468,2	3 245,4	0,6	1,0
Côte d'Ivoire	8 539,6	15 250,2	6 537,5	6,5	2,1
Niger	4 821,7	12 173,6	15 549,0	5,2	4,9
Mali	73,6	371,3	556,1	0,2	0,2
Sénégal	4 165,4	811,2	590,5	0,3	0,2
Togo	3 350,3	4 120,0	8 858,3	1,8	2,8
NON UEMOA	55 055,5	69 324,0	76 576,5	29,6	24,3
Ghana	2 964,2	11 702,8	8 270,6	5,0	2,6
Nigeria	21 803,3	20 563,0	34 569,9	8,8	11,0
Tchad	19 211,0	30 476,7	21 531,0	13,0	6,8
Afrique du Sud	4 994,3	2 715,7	1 632,2	1,2	0,5
Autres	6082,5	3 865,8	10 572,8	1,6	3,4
AMERIQUE	159,8	1 730,2	2 137,5	0,7	0,7
USA	126,4	965,8	1 615,4	0,4	0,5
Canada	3,4	5,8	2,5	0,0	0,0
Brésil	0,0	155,6	64,6	0,1	0,0
Colombie	19,9	19,9	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	583,1	455,0	0,2	0,2
Non classés ailleurs	300,0	3,0	77,8	0,0	0,0
TOTAL (statistiques officielles)	167 626,4	234 334,4	314 779,1	100,0	100

Source : INSAE, octobre 2014

En Afrique, les principaux partenaires à l'exportation du Bénin en 2013 sont le Nigeria (11,0%), le Tchad (6,8%), le Niger (4,9%) et le Togo (2,8%). Les exportations officielles du Bénin en direction du Nigeria se sont accrues de 68,1%, en passant de 20.563,0 millions en 2012 à 34.569,9 millions en 2013. Les principaux produits exportés à destination du Nigeria sont le riz, les graisses et huiles végétales, ainsi que les fers, fontes et aciers.

Les exportations officielles vers les pays de l'UEMOA, quant à elles, ont progressé de 3,3% pour ressortir à 35.336,8 millions en 2013 contre 34.194,5 millions en 2012. Toutefois, le niveau ainsi relevé a été ajusté à la suite de la réconciliation des données des échanges intra-UEMOA.

Les exportations à destination des pays de l'UEMOA ressortiraient donc à 215.288,5 millions en 2013 contre 230.480,4 millions en 2012 à la suite du redressement des ventes de produits pétroliers au Mali et de la prise en compte des transactions transfrontalières non enregistrées entre le Bénin et les autres pays de l'UEMOA, notamment le Togo.

En intégrant l'ensemble des flux officiels et non officiels, la structure des exportations se modifie comme suit :

Tableau 9 : Répartition géographique des exportations du Bénin (Flux officiels+non contrôlés)

Régions	2011	2012	2013	2012	2013
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
ASIE	70 209,3	112 530,7	157 827,8	15,3	16,1
Chine	25 247,6	58 942,5	59 335,9	8,0	6,1
Taiwan	0,0	50,5	0,0	0,0	0,0
Vietnam	2 865,0	3 520,1	10 838,2	0,5	1,1
Pakistan	983,1	506,4	0,0	0,1	0,0
Indonésie	11 155,7	1 347,0	19 112,0	0,2	2,0
Bangladesh	93,8	2,5	8 662,8	0,0	0,9
Thaïlande	2 844,0	1 675,7	0,0	0,2	0,0
Inde	18 037,2	26 251,7	35 007,3	3,6	3,6
Malaisie	-	0,0	11 503,7	0,0	1,2
Singapour	-	0,0	4 480,5	0,0	0,5
Autres	-	20 234,3	8 887,5	2,7	0,9
EUROPE	18 857,5	16 552,0	42 822,7	2,2	4,4
Union Européenne	18 733,5	15 129,7	21 601,2	2,1	2,2
Belgique	214,4	418,5	599,0	0,1	0,1
France	3 737,0	2 131,6	1 586,1	0,3	0,2
Allemagne	1 252,0	743,8	818,3	0,1	0,1
Espagne	2 161,9	559,7	1 067,6	0,1	0,1
Portugal	1 219,9	3 870,7	1 572,8	0,5	0,2
Pays bas	1 531,3	1 381,6	6 366,9	0,2	0,7
Italie	1 991,2	202,9	381,7	0,0	0,0
Danemark	-	0,0	5 392,1	0,0	0,6
Autres	-	5 820,9	3 816,8	0,8	0,4
Non Union Européenne	124,0	1 422,3	21 221,5	0,2	2,2
Norvège	-	0,0	18 372,4	0,0	1,9
Suisse	-	1 015,2	2 013,5	0,1	0,2
Autres	-	407,1	835,7	0,1	0,1
AFRIQUE	496 797,3	605 681,9	776 337,7	82,2	79,3
UEMOA	272 655,9	230 480,4	215 365,8	31,3	22,0
Burkina	18 175,7	8 643,1	4 314,7	1,2	0,4
Côte d'Ivoire	16 100,5	13 507,5	11 008,7	1,8	1,1
Niger	38 462,9	38 996,5	45 303,7	5,3	4,6
Mali	102 524,6	75 077,3	65 692,2	10,2	6,7

Régions	2011	2012	2013	2012	2013
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
Sénégal	29 268,7	28 750,0	18 907,4	3,9	1,9
Togo	67 017,4	65 189,1	70 053,6	8,9	7,2
Guinée-Bissau	-	-	85,4	0,0	0,0
NON UEMOA	224 141,4	375 201,5	560 971,9	50,9	57,3
Ghana	2 964,2	11 702,8	60 587,4	1,6	6,2
Nigeria	190 889,4	330 306,3	253 246,7	44,8	25,9
Tchad	19 211,0	30 476,7	157 728,4	4,1	16,1
Afrique du Sud	4 994,3	2 715,7	11 956,9	0,4	1,2
Autres	6 082,5	-	77 452,5	-	7,9
AMERIQUE	159,8	1 730,2	2 137,5	0,2	0,2
USA	126,4	965,8	1 615,4	0,1	0,2
Canada	3,4	5,8	2,5	0,0	0,0
Brésil	0,0	155,6	64,6	0,0	0,0
Colombie	19,9	19,9	0,0	0,0	0,0
Autres	0,0	583,1	455,0	0,1	0,0
Non classés ailleurs	300,0	3,0	-	0,0	0,0
TOTAL (Flux officiels réconciliés)	586 324,0	736 497,8	979 125,7	100,0	100,0

Sources : INSAE- BCEAO

Comme l'indique le tableau n°9 ci-dessus, les échanges intra-UEMOA représentent 22,0% des exportations du Bénin. Cette situation s'explique essentiellement par la réexportation des produits pétroliers en direction des pays de l'hinterland, notamment le Mali. Le Nigeria devient le principal partenaire à l'exportation du Bénin avec 25,9% des parts de marché.

1.1.2. Importations de biens

Les importations totales de biens (base FOB) se sont accrues de 24,4% pour ressortir à 1.281.394,7 millions contre 1.022.122,6 millions en 2012. Elles sont constituées exclusivement des marchandises générales. L'évolution des importations de marchandises générales sur les cinq dernières années se présente comme suit :

Tableau 10 : Evolution des Importations de biens (base FOB)

Postes	(en millions de FCFA)				
	2009	2010	2011	2012	2013
Marchandises générales	820 552,0	879 204,0	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7
Exportations nettes dans le cadre du négoce international	-	-	-	-	-
Total importations de biens	820 552,0	879 204,0	847 859,9	1 022 122,6	1 281 394,7
PIB nominal	3 109 410,3	3 247 980,8	3 443 362,2	3 858 300,0	4 104 200,0
Importations de biens / PIB nominal	26,4	27,1	24,6	26,5	31,2

Source : INSAE-BCEAO

1.1.2.1. Evolution globale des importations de marchandises générales

Selon les statistiques officielles du commerce extérieur, les importations totales (CAF) ont progressé de 21,9% en valeur pour s'établir à 1.423.947,3 millions en 2013 contre 1.168.416,5 millions, un an plus tôt. En volume, elles ont augmenté de 20,5% en passant de près de 3,7 millions de tonnes en 2012 à 4,4 millions de tonnes en 2013.

A la suite des ajustements opérés pour tenir compte des transactions non enregistrées, le montant total des importations CAF est ressorti à 1.487.138,1 millions, représentant 36,2% du PIB nominal en 2013 contre 30,9% en 2012. L'évolution des importations de marchandises générales au cours des cinq dernières années est présentée dans le tableau ci-après.

Tableau 11 : Evolution des importations de marchandises ajustées (base CAF)

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Produits alimentaires	228 207,7	403 945,7	330 346,2	450 779,2	585 902,6
Autres biens de consommation	124 705,5	128 039,5	131 311,5	135 240,5	140 699,7
Biens intermédiaires	140 807,5	150 568,1	184 791,1	193 296,5	204 670,4
Produits énergétiques	163 395,1	206 897,5	163 157,9	248 266,0	204 821,0
Biens d'équipement	122 028,5	141 447,6	142 831,9	134 884,6	280 476,9
Autres biens non classés ailleurs	752,0	803,5	935,5	5 949,7	7 376,7
Total statistiques officielles	779 896,4	1 031 702,0	953 374,1	1 168 416,5	1 423 947,3
Ajustement de champ	193 474,9	11 244,6	52 390,9	25 652,0	63 190,8
<i>Commerce non enregistré</i>	189 409,9	8 726,1	47 769,9	25 652,0	63 190,8
IMPORTATIONS TOTALES CAF*	973 371,3	1 042 946,6	1 005 765,0	1 194 068,5	1 487 138,1
PIB à prix courants	3 109 410,3	3 247 980,8	3 443 362,2	3 858 300,0	4 104 200,0
IMPORTATIONS CAF / PIB (%)	31,3	32,1	29,2	30,9	36,2

Source : INSAE-BCEAO *Novembre 2013

1.1.2.2. Composition des importations de marchandises

L'analyse par grands groupes de produits montre que les produits alimentaires demeurent les principaux produits d'importation avec 41,1% de part de marché contre 38,6% en 2012. En progressant de 30,0% en valeur et de 67,2% en volume d'une année à l'autre, les achats à l'étranger de produits alimentaires expliquent, en partie, l'évolution des importations en 2013. Il convient de signaler que ces produits alimentent essentiellement le commerce transfrontalier de réexportation informelle. Il s'agit en l'occurrence du riz et des graisses et huiles végétales.

S'agissant des "biens d'équipements" et des "autres biens de consommation", ils ont représenté respectivement 19,7% et 11,5% des importations officielles en 2013. Par rapport à l'année précédente, les achats à l'étranger de "biens d'équipements" ont plus que doublé en valeur pour s'établir à 280.476,9 millions, en liaison avec les différents chantiers en cours au Bénin. Les importations des "biens d'équipements" ont également progressé de 47,7% en volume.

Les importations de produits énergétiques, quant à elles, ont reculé en valeur et en volume de 17,5% et de 28,5% respectivement, en relation avec les achats d'hydrocarbures à l'étranger dont les prix ont reculé comparativement à 2012. En considérant les produits importés, constitués majoritairement de "biens intermédiaires", ils ont totalisé 14,4% des importations officielles du Bénin en 2013. D'une année à l'autre, les importations de "biens intermédiaires" ont progressé de 5,9% en valeur et baissé de 3,5% en volume du fait du repli significatif de 5,1% des "autres biens intermédiaires".

Le détail par grands groupes de produits des importations se résume comme suit :

Tableau 12 : Répartition des importations par grands groupes de produits

POSTES	Quantité (tonnes)		Variation (%)	Valeurs en millions de FCFA		Variation (%)
	2012	2013		2012	2013	
PRODUITS ALIMENTAIRES	1 337 530,3	2 236 198,9	67,2	450 779,2	585 902,6	30,0
Céréales	601 175,5	1 408 386,0	134,3	171 812,5	298 585,3	73,8
<i>dont Riz</i>	561 041,7	1 383 705,1	146,6	164 068,6	293 638,7	79,0
Sucres et sucreries	65 049,4	80 160,8	23,2	13 380,8	17 845,1	33,4
Boissons et tabacs	37 639,8	37 157,2	-1,3	13 038,6	11 246,1	-13,7
Autres produits alimentaires	633 665,6	710 494,8	12,1	252 547,3	258 226,0	2,2
AUTRES BIENS DE CONSOMMATION	269 304,0	291 874,9	8,4	135 240,5	140 699,7	4,0
BIENS INTERMEDIAIRES	1 434 164,3	1 384 309,3	-3,5	193 296,5	204 670,4	5,9
Produits chimiques	48 828,2	67 144,9	37,5	24 188,6	30 776,2	27,2
Coton et articles en coton	16 764,9	17 769,6	6,0	28 068,5	26 252,8	-6,5
Autres biens intermédiaires	1 368 571,2	1 299 394,8	-5,1	141 039,3	147 641,3	4,7
PRODUITS ENERGETIQUES	548 928,0	392 397,1	-28,5	248 266,0	204 821,0	-17,5
Produits pétroliers	548 714,7	391 994,3	-28,6	185 889,3	137 015,0	-26,3
Energie électrique				62 246,2	67 608,8	8,6
Autres produits énergétiques	213,3	402,8	88,8	130,6	197,1	50,9
BIENS D'EQUIPEMENT	84 275,7	124 466,5	47,7	134 884,6	280 476,9	107,9
Machines et appareils	29 807,0	51 581,7	73,1	64 869,2	144 137,1	122,2
Matériels de transport	54 468,7	72 884,8	33,8	70 015,4	136 339,9	94,7
AUTRES BIENS NON CLASSES AILLEURS	6 626,8	7 698,9	16,2	5 949,7	7 376,7	24,0
TOTAL (statistiques officielles CAF)*	3 680 829,1	4 436 945,6	20,5	1 168 416,5	1 423 947,3	21,9

Source : INSAE *Octobre 2014

1.1.2.3. Répartition géographique des importations

Sur le plan géographique, l'Asie est le principal partenaire à l'importation du Bénin, en 2013, avec 39,3% des parts de marché. Elle est suivie de l'Europe qui totalise 32,0% des importations en 2013 contre 41,2% en 2012, perdant ainsi une partie de sa part de marché au profit de l'Asie en lien avec l'augmentation des flux commerciaux du Bénin avec l'Inde (4,2% en 2012 à 11,5% en 2013), la Chine (9,7%) et la Thaïlande (6,8%).

La part de marché de l'Afrique est passée de 22,6% en 2012 pour s'établir à 19,9% en 2013. Les principaux pays africains fournisseurs du Bénin en 2013 sont le Togo (10,5%) et le Nigeria (2,7%).

Tableau 13 : Répartition géographique des importations (flux officiels corrigés)

POSTES	2011	2012	2013	2012	2013
	Valeur (en millions de FCFA)			Part relative (%)	
EUROPE	424 097,2	480 967,6	455 733,4	41,2	32,0
Union Européenne dont :	397 661,1	433 489,2	431 403,5	37,1	30,3
Belgique	42 984,2	60 124,6	56 467,4	5,1	4,0
France	150 191,0	160 512,6	165 607,1	13,7	11,6
Allemagne	41 965,9	19 215,9	19 444,0	1,6	1,4
Pays Bas	42 688,5	52 430,2	61 643,4	4,5	4,3
Espagne	18 935,4	22 241,2	22 055,7	1,9	1,5
Italie	14 443,9	10 818,5	17 042,2	0,9	1,2
Autres pays d'Europe	26 436,1	26 436,1	24 329,9	2,3	1,7
AFRIQUE	219 180,8	264 522,0	283 176,8	22,6	19,9
UEMOA dont :	151 511,5	175 678,5	181 862,8	15,0	12,8
Côte d'Ivoire	30 812,2	50 770,6	24 728,4	4,3	1,7
Sénégal	6 722,3	7 757,4	5 100,0	0,7	0,4
Burkina Faso	624,4	54,5	374,3	0,0	0,0
Togo	112 624,5	116 950,1	148 959,8	10,0	10,5
Ghana	5 811,5	7 406,3	12 300,1	0,6	0,9
Nigeria	36 465,0	51 145,6	37 981,4	4,4	2,7
Afrique du Sud	9 829,4	13 344,2	13 893,1	1,1	1,0
AMERIQUE	50 286,4	89 514,1	123 982,9	7,7	8,7
USA	20 768,3	17 743,9	76 695,7	1,5	5,4
Canada	2 920,3	4 879,5	7 032,4	0,4	0,5
Brésil	22 808,7	42 022,9	35 909,6	3,6	2,5
ASIE	259 423,5	332 557,5	559 859,3	28,5	39,3
Chine	89 450,7	89 743,5	137 818,8	7,7	9,7
Taiwan	1 695,2	774,2	416,4	0,1	0,0
Japon	14 025,5	12 179,9	9 612,3	1,0	0,7
Hong-kong	2 830,5	11 403,8	10 143,3	1,0	0,7
Inde	11 341,0	48 992,7	163 639,9	4,2	11,5
Thaïlande	43 126,0	56 032,1	96 977,3	4,8	6,8
Indonésie	2 419,3	2 581,7	3 926,1	0,2	0,3
Corée	5 157,9	1 612,8	471,9	0,1	0,0
AUTRES PAYS	386,3	855,3	1 194,9	0,1	0,1
TOTAL (Statistiques officielles CAF)	953 374,1	1 168 416,5	1 423 947,3	100,0	100,0

Source : INSAE, octobre 2014

S'agissant particulièrement des importations officielles en provenance de l'UEMOA, elles ont reculé de 15,0% en 2012 à 12,8% pour s'établir en valeur à 181.862,8 millions contre à 175.678,5 millions en 2012.

Lorsqu'on prend en compte la correction des asymétries relevées dans les déclarations bilatérales croisées des statistiques des Etats de l'UEMOA, les importations du Bénin en provenance de l'Union passent à 245.053,6 millions contre 284.404,0 millions en 2012.

Il convient de préciser que les importations officielles de biens ont été amputées des transactions ayant porté sur les plates-formes pétrolières en 2013. (Cf encadré 2 ci-dessous).

Encadré 2 : TRAITEMENT STATISTIQUE DES IMPORTATIONS DE PLATES-FORMES PETROLIERES EN 2013

Dans le cadre des travaux d'extraction et d'exploitation des ressources pétrolières mises en évidence par le scanning du sous-sol, le Bénin a importé en 2013, sous le régime d'admission temporaire, des plates-formes pétrolières en vue de réaliser des forages. La valeur de ses importations de biens d'équipement est évaluée à 444.965,0 millions pour un poids total de 5.976,3 tonnes.

Les Services du Commerce Extérieur de l'Institut National de Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE) ont confirmé que les plates-formes pétrolières sont ressorties du pays en 2014. Conformément à la sixième édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale (MBP6) du FMI, les transactions sur biens et services sont enregistrées dans la Balance des Paiements sur la base des droits constatés (Cf. paragraphe 3.44, page 37, MBP6).

Selon le MBP6, les transactions sur biens doivent être enregistrées à la date où le transfert de propriété économique a lieu. Le transfert de la propriété économique des biens est réputé avoir lieu lorsque les parties inscrivent les biens dans leurs livres et enregistrent un changement correspondant de leurs actifs et passifs financiers. Pour les biens d'équipement de grande valeur comme les navires, le matériel lourd et autres matériels, les transferts de propriété sont enregistrés au moment convenu entre les parties comme étant le moment où s'effectue la passation des droits de propriété (voir paragraphe 10.28 du MBP6).

Dans le cas d'espèce des plates-formes pétrolières, il n'y a pas eu de transfert de propriété. Elles sont ressorties du territoire économique. En conséquence, les données portant sur les flux de plates-formes pétrolières ont été neutralisées dans les statistiques officielles de la Balance des paiements au titre de 2013.

1.2. EVOLUTION DE LA BALANCE DES SERVICES

A l'instar de la balance commerciale, la balance des services s'est détériorée de 44.630,0 millions d'une année à l'autre, en affichant un solde déficitaire de 121.830,0 millions en 2013 contre un déficit de 77.200 millions en 2012.

Tableau 14 : Evolution du solde de la balance des services

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	-128 567,0	-103 997,0	-95 508,5	-129 864,6	-134 039,6
<i>Dont fret</i>	-119 296,0	-95 863,0	-100 071,6	-110 333,9	-130 244,5
Voyage	37 169,0	45 433,0	59 800,6	64 900,4	74 254,8
Autres services	-38 431,0	-9 901,0	-8 042,2	-12 235,8	-62 045,2
Total services nets	-129 829,0	-68 465,0	-43 750,1	-77 200,0	-121 830,0

Source : BCEAO

L'évolution défavorable des services est essentiellement imputable à une progression du fret et des autres services payés qui ont évolué en relation avec les importations.

La dégradation des autres services nets en 2013, s'explique par les travaux d'exploration des champs pétrolières, engagés par plusieurs entreprises étrangères dans les eaux territoriales béninoises. Les dépenses effectuées dans ce cadre ont été imputées au poste « services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises », en rapport avec le volume des investissements reçus.

En outre, il importe de préciser qu'au nombre des six (06) compagnies en contrat avec l'Etat béninois dans la recherche pétrolière, trois (03) sont en activité. Il s'agit de South Atlantic Petroleum, du consortium CBH-SHELL-PETROBRAS et du consortium CENTURY-HUNT-OIL-SOBEH. Selon les sources officielles, les investissements réalisés en 2013 s'élèvent à 97.451,8 millions.

Encadré 3 : ACTUALISATION DU TAUX DE FRET UTILISÉ POUR LE PASSAGE DES IMPORTATIONS CAF EN FAB

Selon la structure de la balance des paiements du Bénin, l'élément le plus important de la composante des services est la rubrique « fret et assurance ». A ce jour, l'estimation de la valeur de cette rubrique se fait à l'aide d'un ratio de 15,7% déterminé par la Direction Nationale de la BCEAO à la suite d'une enquête réalisée en 2009 auprès des importateurs locaux. Ce coefficient, appliqué aux importations CAF, permet d'estimer le montant total du fret et de l'assurance. Toutefois, compte tenu de la dynamique qui caractérise les échanges de marchandises au plan mondial, les montants de fret et d'assurance peuvent varier d'une période à une autre en fonction des modifications de la structure des échanges, de la volatilité des coûts des facteurs (les produits pétroliers notamment), etc. En conséquence, il est important de procéder à des révisions du coefficient de fret et d'assurance, en vue de rester cohérent avec la dynamique du commerce international des marchandises. Dans cette perspective et conformément aux recommandations du 6^{ème} Manuel de la balance des paiements, la Banque Centrale a procédé à nouveau à une actualisation du taux de fret utilisé dans les ajustements de balance des paiements.

La démarche de travail adoptée s'inspire de la note méthodologique validée à l'occasion de la réunion de la Cellule de réconciliation des données des échanges extérieurs des 24 et 25 septembre 2012 à Dakar, au Sénégal. Elle consiste en un processus de trois étapes qui se déclinent comme suit :

- évaluation de la structure des importations en volume par grands groupes de produits et par zone géographique à partir des statistiques officielles de 2007 à 2012;
- déduction des taux de fret par grands groupes de produits et/ou par zone géographique ;
- calcul du taux de fret global comme une moyenne pondérée du fret et de l'assurance payés sur les marchandises en 2012 et recensés dans la base de données du commerce extérieur.

Il ressort des travaux que le taux de fret global représenterait en moyenne 14,4% des importations CAF contre un ratio de 15,7% obtenu dans l'enquête 2008. Le fret et l'assurance feraient désormais respectivement 13,9 % et 0,5 % des importations CAF contre 14,8% et 0,9% auparavant.

1.2.1. Exportations de services

Les exportations de services ont progressé de 14,7%, en passant de 221.536,2 millions en 2012 à 254.127,7 millions en 2013.

L'analyse par composante révèle que les recettes issues des services de transport se sont accrues de 22,4% pour s'établir à 70.155,9 contre 57.331,9 millions en 2012, en liaison avec les prestations fournies au Port de Cotonou, notamment le transport des marchandises vers les pays de l'hinterland.

Les recettes de voyage ont connu un accroissement de l'ordre de 7,8% pour se situer à 93.466,5 millions contre 86.734,3 millions en 2012. Les recettes de tourisme intra-UEMOA se sont améliorées de 9,5% en passant de 43.917,1 millions en 2012 à 48.105,4 millions au cours de l'année sous revue. Les recettes perçues au titre des autres services se sont consolidées de 16,8% en 2013 comparativement à 2012.

Par ailleurs, les dépenses touristiques au crédit du Bénin vis-à-vis des pays de l'UEMOA ont été évaluées à 48.105,4 millions contre 19.587,6 millions en 2012.

Tableau 15 : Evolution des exportations de services

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	8 469,0	50 119,0	53 759,1	57 331,9	70 155,9
<i>Dont fret</i>	71,0	33 601,0	27 343,0	39 184,8	68 379,5
Voyages	61 968,0	73 886,0	84 726,0	86 734,3	93 466,5
Autres services	33 886,0	62 447,0	55 526,1	77 470,7	90 505,2
Exportation de services	104 323,0	186 452,0	194 011,2	221 536,9	254 127,7

Source : BCEAO

1.2.2. Importations de services

En 2013, les importations de services ont rebondi de 25,8% pour se situer à 375.957,7 millions en 2013 contre 298.736,9 millions en 2012. La progression des importations de services s'explique principalement par les dépenses de transport des marchandises importées et les autres services payés.

En effet, les dépenses de transport se sont inscrites en hausse en s'établissant à 204.195,6 millions en 2013 contre 187.196,5 millions en 2012, en rapport avec l'accroissement du fret. Les paiements effectués au titre du fret des marchandises en ont représenté 97,3%. Les dépenses de voyage, quant à elles, ont baissé de 12,0%. En ce qui concerne les versements effectués au titre des « autres services », ils se sont accrus de 70,1%. Les principaux règlements faits au titre des « autres services » concernent notamment, les services de construction et de travaux publics, les services techniques et services liés au commerce international, les services d'assurance et les services de télécommunication.

Tableau 16 : Evolution des importations de services

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Transport	137 036,0	154 116,0	149 267,6	187 196,5	204 195,6
<i>Dont fret</i>	119 367,0	129 464,0	127 414,6	149 518,7	198 624,0
Voyages	24 799,0	28 453,0	24 925,4	21 834,0	19 211,7
Autres services	72 317,0	72 348,0	63 568,3	89 706,5	152 550,4
Importation de services	234 152,0	254 917,0	237 761,3	298 736,9	375 957,7

Source : BCEAO

1.3. COMPTE DE REVENUS PRIMAIRES

Les revenus primaires sont ressortis déficitaires de 34.087,3 millions en 2013 contre un déficit de 34.071,8 millions en 2012. Les composantes du compte des revenus primaires affichent une évolution quasi-stable par rapport à leur niveau de 2012. En conséquence, le solde des revenus primaires a très peu varié entre 2012 et 2013.

Tableau 17 : Evolution des revenus primaires

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Rémunérations des salariés	87,0	5 249,0	3 443,3	2 426,2	3 155,8
Revenus des investissements	-15 667,0	-31 738,0	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9
<i>Dont intérêts sur la dette publique</i>	-8 226,0	-8 106,0	-7 831,1	-10 604,7	-11 531,4
Autres revenus primaires	0,0	0,0	0,0	0,0	739,8
Revenus primaires nets	-15 580,0	-26 489,0	-7 314,6	-34 071,8	-34 087,3

Source : BCEAO

Les revenus des investissements nets ont accusé un déficit de 37.982,9 millions contre 36.498,0 millions, une année auparavant. Ce niveau de déficit est imputable notamment aux dividendes versés au titre des revenus des investissements directs et les intérêts payés sur les autres investissements et la dette publique.

Tableau 18 : Evolution des revenus des investissements

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-14 043,0	-26 266,0	-8 830,9	-34 397,6	-62 319,8
Dont bénéfiques réinvestis	-3 923,0	-4 814,0	16 077,0	-5 620,7	-32 465,0
Investissements de portefeuille	-1 168,0	-2 360,0	6 660,9	8 910,8	37 817,7
Autres investissements	-457,0	-3 109,0	-8 587,8	-11 011,2	-13 480,8
TOTAL REVENUS D'INVESTISSEMENTS	-15 668,0	-31 735,0	-10 757,8	-36 498,0	-37 982,9

Source : BCEAO

1.4. COMPTE DE REVENUS SECONDAIRES

Les revenus secondaires nets se sont établis à 125.610,6 millions en 2013, en hausse de 23.272,3 millions par rapport à 2012 du fait de l'accroissement des envois de fonds des travailleurs et des transferts courants des administrations publiques.

Les transferts publics nets ont progressé de 7.188,5 millions pour ressortir à 39.037,2 millions en 2013, en liaison avec la mobilisation des appuis budgétaires évalués à 32.791,8 millions en 2013 contre 31.541,5 millions, un an plus tôt.

Les revenus secondaires nets reçus par les autres secteurs se sont quant eux, élevés à 86.573,5 millions contre 70.489,7 millions en 2012. Les envois de fonds des travailleurs migrants représentent 80,6% des revenus secondaires nets des autres secteurs en 2013 contre 83,2% en 2012.

Tableau 19 : Évolution des transferts courants

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	48 920,0	41 580,0	15 057,4	31 848,7	39 037,2
<i>Dont aide budgétaire</i>	71 300,0	28 900,0	10 317,8	31 541,5	32 791,8
Autres secteurs	32 400,0	35 200,0	51 760,6	70 489,7	86 573,5
<i>Dont envois de fonds des travailleurs</i>	26 357,0	32 419,0	48 677,0	58 851,6	69 812,0
Revenu secondaire net	81 320,0	76 780,0	66 818,0	102 338,4	125 610,6

Source : BCEAO

L'accroissement des envois de fonds des migrants résulte de l'émergence de nouveaux produits de transferts rapides. Ces données proviennent des statistiques recueillies mensuellement auprès des banques dans le cadre de leurs activités de transferts d'argent.

2

COMPTE DE CAPITAL

Le solde excédentaire du compte de capital s'est établi à 91.851,7 millions en 2013 contre 84.977,0 millions en 2012.

2.1. ACQUISITION OU CESSIONS D'ACTIFS NON FINANCIERS NON PRODUITS

Les « acquisitions ou cessions nettes d'actifs non financiers non produits » sont évaluées à 83,0 millions en 2013. Elles sont intervenues dans le cadre des activités de recherche pétrolières.

2.2. TRANSFERTS DE CAPITAL

Les transferts nets en capital sont évalués à 91.851,7 millions en 2013 contre 84.977,0 millions en 2012, accusant ainsi une progression de 8,1%, en lien avec la hausse des transferts de capitaux reçus par l'administration publique et les autres secteurs qui y représentent respectivement 62,3% et 37,7%.

Les transferts nets en capital reçus par l'Administration publique sont en effet ressortis à 57.314,5 millions en 2013 contre 53.770,7 en 2012 millions alors que ceux reçus par les autres secteurs se sont élevés à 34.620,3 millions.

Tableau 20 : Evolution des opérations en capital

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	-34,0	-37,0	6,0	0,0	-83,0
Transferts de capital	76 115,0	75 629,0	125 220,3	84 977,0	91 934,7
Administration publique	66 136,0	59 771,0	87 709,3	53 770,7	57 314,5
<i>Dont remises de dettes</i>	<i>3 927,0</i>	<i>3 614,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>
Autres secteurs	9 979,0	15 858,0	37 511,0	31 206,3	34 620,3
Solde du compte de capital	76 081,0	75 592,0	125 226,3	84 977,0	91 851,7

Source : BCEAO

3

COMPTE FINANCIER

Le compte financier a dégagé un passif financier net de 331.694,5 millions en 2013 contre 269.794,7 millions en 2012.

Le compte financier⁴ s'est soldé par un passif net de 331.694,5 millions en 2013 contre 269.794,8 millions en 2012. Cette augmentation des flux financiers nets reçus résulte d'une évolution favorable des investissements directs reçus par rapport à 2012 et un rebond significatif des autres investissements en rapport avec l'accroissement de l'endettement des secteurs public et privé.

Tableau 21 : Evolution du compte financier

(en millions de FCFA)

Postes	2009	2010	2011	2012	2013
Investissements directs	-48 682,0	-96 439,0	-47 866,9	-123 154,1	-149 036,1
Investissements de portefeuille	-37 403,0	-24 589,0	-27 918,4	-35 218,5	-19 486,7
Dérivés financiers	-169,0	180,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-97 917,0	-145 436,0	-21 843,0	-111 422,2	-163 171,8
Solde du compte financier	-184 171,0	-266 284,0	-97 628,4	-269 794,8	-331 694,5

Source : BCEAO

3.1. INVESTISSEMENTS DIRECTS

Les entrées nettes d'investissements directs se sont établies à 149.036,1 millions en 2013 contre 123.154,1 millions en 2012. Le niveau des flux d'investissements reçus s'explique à la fois par l'accumulation de titres de participation, de bénéfices réinvestis et des instruments de dette, en l'occurrence les créances des investisseurs directs, sur les entreprises d'investissements directs. Les capitaux reçus dans le cadre de la recherche pétrolière et le lancement de la construction de plusieurs complexes hôteliers justifient également les flux d'investissements observés en 2013.

Les principaux secteurs qui ont reçu les investissements directs en 2013 sont ainsi les « exploitations minières », les « banques, assurances et caisses de retraites », les « industries manufacturières », les « transports et entreposages » et le « commerce de gros et de détail ».

Le Nigeria, la France, le Sénégal, la Côte d'Ivoire, le Togo, le Royaume Uni et le Brésil sont les principaux pourvoyeurs des investissements directs au Bénin en 2013.

Au niveau des investissements, il est observé un changement de structure imputable à la conjonction de deux facteurs.

Le premier est relatif à l'entrée en exploitation de plusieurs projets initiés les années antérieures. En effet, en 2012, plusieurs sociétés étaient en phase d'investissement. Au cours de l'année 2013, ces entreprises sont entrées en phase d'exploitation avec une baisse de leurs capitaux propres.

Le second facteur se rapporte aux recherches pétrolières. Les entreprises impliquées dans ces travaux ne sont pas constituées, pour la plupart, en République du Bénin. En conséquence, elles ne déclarent pas de fonds propres. Les dépenses engagées par ces entreprises ont été comptabilisées dans les instruments de dettes.

La répartition des investissements directs étrangers reçus par secteur d'activités et par pays est présentée en annexe.

3.2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE

Les flux financiers nets reçus au titre des investissements de portefeuille sont évalués à 19.486,7 millions en 2013 contre 35.218,5 millions, une année plus tôt. Ils restent principalement portés par les mobilisations de titres publics à long terme sur le marché financier régional par les établissements de dépôts autres que la Banque Centrale.

3.3. AUTRES INVESTISSEMENTS

Les autres investissements nets se sont soldés par un passif net de 163.171,8 millions alors qu'ils étaient évalués à 111.422,2 millions en 2012 en liaison, avec les tirages effectués par

⁴ Compilé suivant l'optique BCEAO

l'Administration Publique sous forme d'emprunts auprès des partenaires bilatéraux et multilatéraux et de crédits au secteur privé.

Les tirages effectués par l'administration publique sont ressortis à 173.884,6 millions en 2013 contre 44.287,8 millions en 2012. Les fonds ont été mobilisés principalement auprès de la Banque Mondiale (67.220,5 millions), l'Agence Française de Développement (37.541,0 millions), de l'Union Européenne (13.119,9 millions) et la Banque Ouest Africaine de Développement (12.238,4 millions).

Les investissements des autres secteurs sont marqués par un accroissement des créances nettes de 10.697,9 millions, en rapport avec une amélioration du solde des autres titres de créance des sociétés non financières.

4

CAPITAUX MONÉTAIRES

En 2013, les transactions économiques se sont soldées par un excédent des avoirs extérieurs nets des Institutions Monétaires de 99.076,9 millions contre 69.606,8 millions en 2012.

4.1. EVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DE LA BANQUE CENTRALE

L'évolution des avoirs est influencée par celle des réserves en devises, composées essentiellement de la position créditrice au titre des disponibilités extérieures. En 2013, les avoirs en devises ont reculé de 25.103,2 millions pour s'établir à 329.031,9 millions contre 354.135,1 millions en 2012.

Les engagements extérieurs de la Banque Centrale sont passés de 108.752,1 millions en 2012 à 114.552,7 millions en 2013, en liaison avec l'accroissement des ressources mobilisées par le Bénin auprès du FMI, des banques et institutions étrangères.

Au total, l'évolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale se présente comme suit.

Tableau 22 : Evolution des avoirs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

(en millions de FCFA)					
RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
AVOIRS	558420	590 334,0	453 642,8	354 135,1	329 031,9
Position de réserve	-8,0	2 634,0	5 492,0	1 459,2	273,7
DTS détenus	35 476,0	37 844,0	38 689,4	38 004,7	36 353,4
Avoirs en devises	522 952,0	549 856,0	409 461,4	314 671,2	292 404,8
ENGAGEMENTS	65 206,0	74 644,0	90 604,9	108 752,1	114 552,7
Recours au crédit du FMI	17 682,0	26 921,0	43 923,7	59 048,4	63 915,9
Allocation de DTS	32 779,0	35 620,0	35 628,1	45 247,3	43 364,4
Banques et Institutions étrangères	13 493,0	12 099,0	11 032,2	4 403,5	7 272,4
Autres engagements en monnaies étrangères					
Autres dépôts étrangers					
Transferts à exécuter	1 252,0	4,0	20,9	52,9	0,0
AVOIRS EXTERIEURS NETS (1)	493 214,0	515 690,0	363 037,9	245 383,0	214 479,2

Source : BCEAO (*) par convention : Signe (+) = Avoirs nets ; Signe (-) = Engagement nets.

4.2. EVOLUTION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES AUTRES INSTITUTIONS DE DÉPÔTS

La position extérieure des institutions de dépôt autres que la Banque Centrale est ressortie créditrice de 675.590,9 millions en 2013 contre 545.610,2 millions en 2012. Cette amélioration est essentiellement due à une augmentation des avoirs des banques primaires.

Tableau 23 : Evolution des avoirs et engagements des banques de dépôts et des autres institutions monétaires

(en millions de FCFA)					
POSTES	2009	2010	2011	2012	2013
AVOIRS	305 063,0	374 928,0	527 096,0	767 804,0	939 081,0
Banques	305 063,0	374 928,0	527 096,0	767 804,0	939 081,0
Autres institutions monétaires					
ENGAGEMENTS	148 990,0	157 361,0	168 747,5	222 193,8	263 490,1
Banques	148 990,0	157 361,0	168 747,5	222 246,7	263 490,1
Autres institutions monétaires					
POSITION MONETAIRE EXTERIEURE (1)	156 073,0	217 567,0	358 348,5	545 610,2	675 590,9

Source : BCEAO (*) Le signe (-) traduit une position extérieure débitrice et le signe (+), une position créditrice

4.3. VARIATION DES AVOIRS ET ENGAGEMENTS DE LA BANQUE CENTRALE ET DES AUTRES INSTITUTIONS MONÉTAIRES

Au total, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires se sont accrus de 29.470,1 millions, ressortant ainsi excédentaires de 99.076,9 millions contre 69.606,8 millions en 2012. L'évolution de la variation des avoirs extérieurs nets totaux se présente comme suit.

Tableau 24 : Evolution de la variation des Avoirs Extérieurs Nets totaux

(en millions de FCFA)

RUBRIQUES	2009	2010	2011	2012	2013
1 . Variations des AEN du secteur bancaire	-34 382,0	-61 494,0	-140 781,5	-187 208,8	-130 033,6
2 . Variations des AEN de la Banque Centrale	83 469,0	-22 476,0	152 652,1	117 602,0	30 956,7
SOLDE MONETAIRE (1+2) (a)	49 087,0	-83 970,0	11 870,6	-69 606,8	-99 076,9
CONTREPARTIE DE REEVALUATIONS (b)	-196,0	835,0	0,0	0,0	0
SOLDE ECONOMIQUE (a+b)	48 891,0	-83 135,0	11 870,6	-69 606,8	-99076,9

Source : BCEAO Par convention : Signe (+) = Variation négative ; Signe (-) = Variation positive.

4.4. RECONCILIATION AVEC LES STATISTIQUES MONÉTAIRES

Du fait de la prise en compte ou de l'élimination en balance des paiements de certains mouvements de capitaux alors qu'ils sont exclus ou intégrés dans les statistiques monétaires, il existe généralement un écart entre la variation des avoirs extérieurs nets issue de la balance des paiements et la variation présentée par les statistiques monétaires. Cet écart est ressorti à 14,6 millions en 2013.

La correspondance entre ces deux séries statistiques est retracée ci-dessous.

Tableau 25 : Correspondance statistiques monétaires-balance des paiements

(en millions de FCFA)

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
I - Avoirs et engagements des banques						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	304 793,0	379 099,0	528 074,0	767 804,0	939 081,0	-171 277,0
Valeurs à l'encaissement non disponibles	-3 543,0	-4 118,0	-4 890,0	-5 011,0	-7 428,0	2 417,0
Dépôts et cautionnement	0,0	5,0	5,0	5,0	24,0	-19,0
Débiteurs divers	189,0	18,0	0,0	79,0	79,0	0,0
Billets externes UMOA	9 756,0	2 154,0	2 509,0	5 041,0	8 297,0	-3 256,0
Ajustements	-6 132,0	-2 230,0	1 398,0	-114,0	-972,0	858,0
Enregistrement en balance des paiements	305 063,0	374 928,0	527 096,0	767 804,0	939 081,0	-171 277,0
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	142 927,0	156 837,0	163 752,0	227 337,0	268 595,0	-41 258,0
Comptes exigibles après encaissement	-6 433,0	-11 528,0	-11 079,0	-11 080,0	-14 203,0	3 123,0
Versements à effectuer sur titres de placement						
Créditeurs divers	261,0	441,0	603,0	765,0	132,0	633,0

Rubriques	2009	2010	2011	2012	2013	Variation 2013/2012
Titres immobilisés	391,0	581,0	645,0	707,0	692,0	15,0
Dépôts des émigrés						
Ajustements	11 844,0	11 030,0	14 826,5	4 464,8	8 274,1	-3 809,3
Enregistrement en balance des paiements	148 990,0	157 361,0	168 747,5	222 193,8	263 490,1	-41 296,3
II - Avoirs et engagements de la BCEAO						
AVOIRS						
Statistiques monétaires	558 420,0	590 334,0	453 643,2	354 135,1	329 031,9	25 103,2
Position de réserves et DTS détenus						
Ajustements						
Enregistrement en balance des paiements	558 420,0	590 334,0	453 642,8	354 135,1	329 031,9	25 103,2
ENGAGEMENTS						
Statistiques monétaires	74 349,4	84 030,8	101 006,8	108 699,2	114 552,7	-5 853,5
Allocation de DTS	-42 235,0	-45 008,0	-45 050,9	-45 247,3	-43 364,4	1 686,5
Ajustements	33 091,6	35 621,2	34 649,0	45 300,2	43 364,4	8 715,4
Enregistrement en balance des paiements	65 206,0	74 644,0	90 604,9	108 752,1	114 552,7	23 947,8
Avoirs extérieurs nets totaux (statistiques monétaires)	645 936,6	728 565,2	716 958,4	785 902,9	884 965,2	99 062,3
Banques	161 866,0	222 262,0	364 322,0	540 467,0	670 486,0	306 164,0
BCEAO	484 070,6	506 303,2	352 636,4	245 435,9	214 479,2	-138 157,2
Avoirs extérieurs nets totaux (Balance des paiements)	649 287,0	733 257,0	721 386,4	790 993,2	890 070,1	99 076,9
Banques	156 073,0	217 567,0	358 348,5	545 610,2	675 590,9	317 242,4
BCEAO	493 214,0	515 690,0	363 037,9	245 383,0	214 479,2	-148 558,7

Source : BCEAO

5

**POSITION EXTERIEURE
GLOBALE**

L'année 2013 a été marquée par une diminution du passif net de la Position Extérieure Globale, ressortie à 432.795,5 millions contre 545.218,3 millions, un an plus tôt.

La Position Extérieure Globale dégage un passif net de 432.795,5 millions au 31 décembre 2013 contre 244.163,4 millions au 31 décembre 2012. Elle reflète une augmentation des engagements extérieurs consécutive à une hausse des investissements directs étrangers et de la dette des secteurs public et privé dans une moindre mesure.

Le stock d'actifs financiers s'est ainsi établi à 1.580.421,3 millions au 31 décembre 2013, en hausse de 21,4% par rapport à l'année précédente. Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume se chiffrent à -8.951,7 millions.

L'encours des engagements est ressorti à 2.013.216,8 millions en 2013 contre 1.846.547,1 millions un an plus tôt, marquant ainsi une progression de 9,0%. Les autres flux liés aux réévaluations et aux changements de volume sont évalués à -52.939,3 millions. Ils sont essentiellement liés aux variations du taux de change sur l'encours de la dette extérieure et aux réévaluations des avoirs des unités résidentes détenus sur des comptes à l'étranger.

Tableau 26 : Evolution de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions de FCFA)

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période
A	Stock d'actifs financiers	1 375 447,1	-8 951,7	1 580 421,3
1	Investissements directs	56 701,1	-378,3	85 260,2
2	Investissements de portefeuille	483 996,3	11,0	572 477,8
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
4	Autres investissements	484 321,0	-6 994,0	593 651,4
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	287 523,0	-6 994,0	320 836,9
4.3	Prêts	181 438,6	0,0	223 022,6
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	12 406,5	0,0	45 181,2
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	2 952,9	0,0	4 610,7
5	Avoirs de réserves	350 428,7	-1 590,4	329 031,9
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0
5.2	Droits de tirage spéciaux	38 004,7	-1 578,5	36 353,4
5.3	Position de réserve au FMI	1 459,2	-11,9	273,7
5.4	Autres avoirs de réserve	310 964,8	0,0	292 404,8
B	Stocks de passifs financiers	1 619 610,5	-52 939,3	2 013 216,8
1	Investissements directs	141 553,5	0,0	319 527,0
2	Investissements de portefeuille	268 754,6	-155,0	281 856,3
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
4	Autres investissements	1 209 302,4	-52 784,3	1 411 833,5
4.1	Autres titres de participation	707,0	0,0	692,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	174 339,2	0,0	203 662,8
4.3	Prêts	927 391,6	-50 901,4	1 093 129,5
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 233,0	0,0	1 356,0
4.5	Crédits commerciaux	13 517,3	0,0	17 417,9
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	46 867,1	0,0	52 210,9
4.7	Droits de tirage spéciaux	45 247,3	-1 882,9	43 364,4
C	Position extérieure globale (A) - (B)	-244 163,4	43 987,6	-432 795,5

Source : BCEAO

S'agissant de l'orientation géographique, la Position Extérieure Globale vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA à fin décembre 2013 dégage un excédent de 692.179,7 millions de stock net d'actifs financiers. Les actifs financiers se sont établis à 1.323.166,9 millions en 2013, principalement sous l'effet des « autres investissements » tirés par les prêts, des avoirs de réserve et surtout des investissements de portefeuille portés par les titres publics étrangers détenus par les unités résidentes. Les passifs financiers, quant à eux, sont évalués à 630.987,3 millions.

Par rapport à la Zone Euro, la Position Extérieure Globale (PEG) a affiché un passif net de 216.178,3 millions. Les avoirs financiers sur la Zone Euro se sont en effet situés à 43.266,9 millions. Ils sont constitués essentiellement d'investissement direct. Le passif financier brut envers les pays de la Zone Euro est ressorti à 259.445,1 millions, en liaison essentiellement avec les Investissements Directs Etrangers, les investissements de portefeuille et les autres investissements reçus des autres secteurs.

La PEG vis-à-vis des autres pays a également enregistré un passif net de 908.796,9 millions. Le stock d'actifs s'est établi à 213.987,5 millions sous la houlette des autres investissements. Le stock de passif est de 1.122.784,4 millions du fait des autres investissements, notamment les prêts.

Tableau 27 : Orientation géographique de la Position Extérieure Globale du Bénin

(en millions CFA)

Postes	Autres Pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
Stock d'actifs financiers	1 323 166,9	43 266,9	213 987,5	1 580 421,3
Investissements directs	20 338,7	42 078,4	22 843,0	85 260,2
Investissements de portefeuille	550 724,8	37,0	21 716,0	572 477,8
Dérivés financiers	0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	359 803,4	1 151,4	232 696,6	593 651,4
Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	156 782,0	245,0	163 809,9	320 836,9
Prêts	200 695,6	810,0	21 517,0	223 022,6
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits commerciaux	2 188,7	96,4	42 896,1	45 181,2
Autres comptes à payer/à recevoir	137,1	0,0	4 473,6	4610,7
Avoirs de réserves	392 300,0	0,0	-63 268,1	329 031,9
Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	36 353,4	36 353,4
Position de réserve au FMI	0,0	0,0	273,7	273,7
Autres avoirs de réserve	392 300,0	0,0	-99 895,2	292 404,8
Stocks de passifs financiers	630 987,3	259 445,1	1 122 784,4	2 013 216,8
Investissements directs	126 763,8	111 925,6	80 837,5	319 527,0
Investissements de portefeuille	206 595,1	56 997,3	18 263,9	281 856,3
Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	297 628,4	90 522,2	1 023 682,9	1 411 833,5
Autres titres de participation	0,0	0,0	692,0	692,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	126 191,0	0,0	77 471,8	203 662,8
Prêts	161 461,4	17 170,7	914 497,4	1 093 129,5
Régime d'assurance, de pens. et de garant.	1 356,0	0,0	0,0	1 356,0
Crédits commerciaux	6 368,8	7 968,5	3 080,6	17 417,9
Autres comptes à payer/à recevoir	2 251,1	65 383,0	-15 423,3	52 210,9
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	43 364,4	43 364,4
Position extérieure globale nette (A) - (B)	692 179,7	-216 178,3	-908 796,9	-432 795,5

Source: BCEAO

CONCLUSION

Au total, les échanges extérieurs du Bénin ont connu une évolution favorable, en cohérence avec l'activité économique nationale, qui s'est soldée par un taux de croissance économique de 5,6% en 2013.

Ainsi, le solde global de la balance des paiements est ressorti excédentaire de 99.076,9 contre un excédent de 69.606,8 millions en 2012. Cette performance résulte d'une mobilisation accrue de ressources extérieures et d'une diminution de l'endettement vis-à-vis de l'extérieur. Toutefois, le déficit structurel du compte courant s'est creusé de 3,7% en se situant à 8,1% du PIB nominal en 2013 contre 7,6% en 2012, sous l'effet de l'évolution défavorable de la balance des biens et services ainsi que celle des revenus primaires, dans une moindre mesure.

Dans le contexte économique actuel, le déficit du compte courant confirme la fragilité des sources de la croissance de l'économie nationale basée sur les activités au Port de Cotonou et la production agricole. Dans ces conditions, il paraît opportun de poursuivre les réformes entreprises pour la diversification et la transformation structurelle de l'économie béninoise.

ANNEXES

- Annexe 1 : Répartition des investissements directs reçus par secteurs d'activités
- Annexe 2 : Matrice des échanges intra-communautaires
- Annexe 3 : Balance des paiements optique BCEAO
- Annexe 4 : Balance des paiements présentation standard
- Annexe 5 : Position Extérieure globale

RÉPARTITION DES INVESTISSEMENTS DIRECTS REÇUS PAR SECTEURS D'ACTIVÉTÉS (FLUX NETS)

(en millions de FCFA)

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité , gaz,	E. Distributio n d'eau, assainisse ment, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
AFRIQUE	0,0	52 888,7	9 036,5	0,0	0,0	602,0	2 129,7	-22,0	-23,5	-8 450,4	44 210,1	78,9	8,8	109 958,8
<i>UEMOA</i>	0,0	0,0	6 856,1	0,0	0,0	0,0	-38,3	-22,0	0,0	0,0	23 661,0	78,9	8,8	30 544,5
Bénin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Burkina	0,0	0,0	215,5	0,0	0,0	0,0	-48,2	-22,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	145,2
Côte d'Ivoire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	506,5	0,0	0,0	506,5
Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Mali	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0
Niger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sénégal	0,0	0,0	6 633,7	0,0	0,0	0,0	7,6	0,0	0,0	0,0	0,0	78,9	0,0	6 720,2
Togo	0,0	0,0	7,0	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	0,0	0,0	13 289,7	0,0	8,8	13 306,7
<i>CEDEAO hors UEMOA dont :</i>	0,0	52 888,7	0,0	0,0	0,0	602,0	2 168,0	0,0	0,0	-8 450,4	8 265,0	0,0	0,0	64 973,3
Ghana	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Nigéria	0,0	52 888,7	0,0	0,0	0,0	602,0	2 168,0	0,0	0,0	-8 450,4	8 265,0	0,0	0,0	64 973,3
<i>CEMAC</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	12 354,9	0,0	0,0	12 354,9
<i>Afrique hors CEDEAO, CEMAC et UEMOA dont :</i>	0,0	0,0	2 180,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-23,5	0,0	-70,8	0,0	0,0	2 086,1
Afrique du Sud	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Libye	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-23,5	0,0	-297,5	0,0	0,0	-321,0
EUROPE	0,0	16 185,4	17 531,7	0,0	0,0	2 987,5	5 198,4	10 332,9	-100,2	-2 208,1	16 035,1	1,4	77,0	56 541,2
<i>UNION EUROPEENNE</i>	0,0	15 926,0	15 740,3	0,0	0,0	2 987,5	5 198,4	10 332,9	-27,4	-2 208,1	16 035,1	1,4	55,2	54 541,3
<i>ZONE EURO dont :</i>	0,0	15 926,0	15 740,3	0,0	0,0	2 987,5	3 637,8	7 328,6	-27,4	-2 208,1	16 035,1	1,4	55,2	49 976,4
Allemagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	154,2	0,0	0,0	0,0	154,2
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Espagne	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	A. Agriculture, sylviculture et pêche	B. Exploitation minière	C. Industrie manufacturière	D. Production et distribution d'électricité , gaz,	E. Distributio n d'eau, assainisse ment, ...	F. Constructi on	G. Commerce de gros et de détail	H. Transports, entreposage	I. Hôtellerie, restauration et débits de boisson	J. Communi cation	K. Intermédiation financière, assurance et retraite	L. Immobilier, Location, services aux entreprises	X. Autres secteurs	TOTAL
France	0,0	0,0	16 091,3	0,0	0,0	2 987,5	3 624,9	7 328,6	-27,4	-2 362,3	16 579,6	1,4	55,2	24 766,7
Grèce	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Irlande	0,0	0,0	-351,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-351,0
Italie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	17,9
Pays-Bas	0,0	11 503,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	18,3	0,0	0,0	11 521,3
Portugal	0,0	4 423,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	14 435,0
<i>Union Européenne hors Zone euro dont :</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1 560,6	3 004,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4 564,9
Royaume-Uni	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 203,6	183,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2 387,4
<i>Europe hors UE dont :</i>	0,0	259,4	1 791,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-72,8	0,0	0,0	0,0	21,9	1 999,9
Fédération de Russie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Suisse	0,0	0,0	1 385,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-72,8	0,0	0,0	0,0	21,9	1 334,9
Turquie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
AMERIQUE dont:	0,0	12 221,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-72,4	0,0	12 148,7
Canada	0,0	359,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Brésil	0,0	11 354,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
États-Unis d'Amérique	0,0	359,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-72,4	0,0	286,6
ASIE dont :	0,0	0,0	-2 866,3	0,0	0,0	0,0	1 562,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-1 303,8
Chine	0,0	0,0	-21,6	0,0	0,0	0,0	808,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	787,2
Inde	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7
Japon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCEANIE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Institutions internationales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	564,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	564,1
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	63,9	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	64,4
TOTAL	0,0	81 295,2	28 771,3	0,0	0,0	2 399,7	9 887,9	14 403,8	-84,6	-5 671,1	46 892,6	11,8	66,8	177 973,5

Source : BCEAO

MATRICES DES ÉCHANGES INTRA-COMMUNAUTAIRES

Tableau 1 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2013 à partir des statistiques officielles
(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		3 266,7	5 641,4	20,4	65 692,2	13 870,6	547,4	6 128,4	95 167,1
	Burkina	2 915,1		20 699,2	19,9	47 657,5	12 820,2	3 316,8	3 139,9	90 568,6
	Côte d'Ivoire	37 562,4	327 991,7		180,8	184 945,6	34 234,5	72 958,4	79 786,8	737 660,2
	Guinée-Bissau	752,0		2 146,2		2,1		37,2	6 318,8	9 256,3
	Mali	15 400,4	41 267,1	70 567,4	4,3		2 153,1	35 677,9	1 810,2	166 880,4
	Niger	6 374,4	55 580,4	4 320,4	0,0	40 388,3			6 672,6	113 336,1
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 247,2	46 879,2	148 705,9	8 308,2		20 244,5	319 452,5
	Togo	158 299,7	94 230,1	21 066,7	24,4	12 070,1	65 894,2	5 098,8		356 684,0
	UEMOA	231 993,8	555 713,7	175 688,5	47 129,0	499 461,7	137 280,8	117 636,5	124 101,1	1 889 005,1

Tableau 2 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires non contrôlés en 2013

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin	0,0	1 048,0	5 367,3	65,0	0,0	31 433,1	18 360,0	63 925,2	120 198,7
	Burkina	78,1	0,0	883,2	4,5	239,0	784,9	890,4	3 593,1	6 473,2
	Côte d'Ivoire	766,8	1 443,4	0,0	40,5	0,0	510,4	0,0	0,0	2 761,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0	0,0	6 273,6	0,0	3 616,1	0,0	9 889,7
	Mali	3 849,9	1 032,1	3 867,2	367,9	0,0	7 514,7	3 232,1	11 080,3	30 944,2
	Niger	8 365,1	115,0	289,2	0,0	0,0	0,0	801,1	1 442,5	11 012,9
	Sénégal	0,0	0,0	373,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	373,0
	Togo	0,0	421,3	2 738,7	32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	3 192,2
	UEMOA	13 059,8	4 059,8	13 518,7	510,1	6 512,6	40 243,1	26 899,7	80 041,2	184 844,9

Tableau 3 : Estimation de la matrice totale des échanges intra-communautaires en 2013

(en millions FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		4 314,7	11 008,7	85,4	65 692,2	45 303,7	18 907,4	70 053,6	215 365,8
	Burkina	2 993,2		21 582,4	24,4	47 896,5	13 605,1	4 207,2	6 733,0	97 041,8
	Côte d'Ivoire	38 329,2	329 435,1		221,3	184 945,6	34 744,9	72 958,4	79 786,8	740 421,2
	Guinée-Bissau	752,0	0,0	2 146,2		6 275,7	0,0	3 653,3	6 318,8	19 146,0
	Mali	19 250,3	42 299,2	74 434,6	372,2		9 667,8	38 910,0	12 890,5	197 824,6
	Niger	14 739,5	55 695,4	4 609,6	0,0	40 388,3		801,1	8 115,1	124 349,0
	Sénégal	10 689,8	33 377,7	51 620,2	46 879,2	148 705,9	8 308,2		20 244,5	319 825,4
	Togo	158 299,7	94 651,4	23 805,4	56,6	12 070,1	65 894,2	5 098,8		359 876,2
	UEMOA	245 053,6	559 773,5	189 207,2	47 639,1	505 974,3	177 523,9	144 536,2	204 142,4	2 073 850,0

Source : Cellule de réconciliation des échanges intra-UEMOA, septembre 2014

BALANCE DES PAIEMENTS 2013
OPTIQUE BCEAO

(en millions de FCFA)

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 486 136,2	1 818 711,9	-332 575,6
011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	1 233 253,4	1 657 352,3	-424 099,0
110000_1_B_N_N_E	. ---- Biens	979 125,7	1 281 394,7	-302 269,0
111000_1_B_N_N_E	. ----- Marchandises générales, base	970 214,8	1 281 394,7	-311 179,9
	balance des paiements			
11100z_1_B_N_N_E	. ----- Dont : Réexportations	596 074,2	0,0	596 074,2
112000_1_B_N_N_E	. ----- Exportations nettes de biens	-1 585,1	0,0	-1 585,1
	dans le cadre du négoce international			
113000_1_B_N_N_E	. ----- Or non monétaire	10 496,0	0,0	10 496,0
120000_1_B_N_N_E	. ---- Services	254 127,7	375 957,7	-121 830,0
123000_1_B_N_N_E	. ----- Transport	70 155,9	204 195,6	-134 039,6
12311z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	68 379,5	198 624,0	-130 244,5
124000_1_B_N_N_E	. ----- Voyages	93 466,5	19 211,7	74 254,8
12E000_1_B_N_N_E	. ----- Autres services	90 505,2	152 550,4	-62 045,2
130000_1_B_N_AL_E	. -- Revenu primaire	76 220,2	110 307,5	-34 087,3
131000_1_B_N_AL_E	. ---- Rémunération des salariés	9 552,7	6 396,9	3 155,8
300000_3_B_N_AL_E	. ---- Revenus des investissements	65 927,7	103 910,5	-37 982,9
140000_2_B_AL_AL_E	. -- Revenu secondaire	176 662,7	51 052,1	125 610,6
140000_2_B_GG_AL_E	. ---- Administrations publiques	40 606,2	1 569,0	39 037,2
144000_2_B_GG_AL_E	. ----- Coopération internationale	34 360,8	1 569,0	32 791,8
	courante			
140000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non	136 056,5	49 483,1	86 573,5
	financières, ménages et ISBLSM			
	. ----- Transferts personnels (transferts			
146000_2_B_OS_AL_E	courants entre ménages résidents et non	113 329,8	43 517,8	69 812,0
	résidents)			
14600z_2_B_OS_AL_E	. ----- Envois de fonds des	113 329,8	43 517,8	69 812,0
	travailleurs			
147000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts courants	22 726,7	5 965,3	16 761,5
200000_2_B_AL_AL_E	. Compte de capital	96 758,6	4 906,9	91 851,7
210000_2_B_AL_AL_E	. -- Acquisitions / cessions d'actifs non	9,0	92,0	-83,0
	financiers non produits			
220000_2_B_AL_AL_E	. -- Transferts de capital	96 749,6	4 814,9	91 934,7
220000_2_B_GG_AL_E	. ---- Administration publique	57 314,5	0,0	57 314,5
221000_2_B_GG_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	57 314,5	0,0	57 314,5
220000_2_B_OS_AL_E	. ---- Sociétés financières, sociétés non	39 435,2	4 814,9	34 620,3
	financières, ménages et ISBLSM			
221000_2_B_OS_AL_E	. ----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	. ----- Autres transferts de capital	39 435,2	4 814,9	34 620,3
300000_4_N_AL_AL_E	. Compte financier	60 089,7	391 784,2	-331 694,5
310000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissement direct	28 937,4	177 973,5	-149 036,1
311000_4_N_AL_AL_E	. ---- Titres de participation et parts de	29 054,4	88 035,6	-58 981,2
	fonds de placement			
312000_4_N_AL_AL_E	. ---- Instruments de dette	-117,0	89 937,9	-90 054,9
320000_4_N_AL_AL_E	. -- Investissements de portefeuille	-6 008,0	13 478,7	-19 486,7

Code SDMX	Libellé / poste	CREDIT	DEBIT	SOLDE
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	2 094,2	-2 094,2
322000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance	-6 008,0	11 384,5	-17 392,5
330000_4_N_AL_AL_E	. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	. - - Autres investissements	37 160,4	200 332,1	-163 171,8
341000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Autres titres de participation	0,0	-15,0	15,0
348000_4_AL_AL_E	Autres titres de créance (ATC)	37 160,4	200 347,1	-163 186,8
348000_4_GG_AL_E	-- ATC Administrations publiques	0,0	173 884,6	-173 884,6
348000_4_OS_AL_E	-- ATC Autres secteurs	37 160,4	26 462,5	10 697,9
348000_4_FC_AL_E	---- ATC Autres sociétés financières	-80,3	2 870,0	-2 950,3
348000_4_NC_AL_E	---- ATC Sociétés non financières	37 240,7	24 241,5	12 999,2
400000_5_N_AL_AL_E	. Erreurs et omissions nettes	-1 368 966,9	-1 377 073,3	8 106,3
6000000_1_B_N_N_E	Solde global	153 838,2	54 761,3	99 076,9
349000_4_AL_AL_E	Avoirs et engagements extérieurs	-153 838,2	-54 761,3	-99 076,9
349000_4_CB_AL_E	-- Avoirs et engagements de la BCEAO	19 806,4	-11 150,3	30 956,7
349000_4_DT_AL_E	-- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts	-173 644,6	-43 611,0	-130 033,6

Source : BCEAO

BALANCE DES PAIEMENTS EN TERMES DE TRANSACTIONS
PRÉSENTATION STANDARD

(en millions de FCFA)

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	1 486 136,2	1 818 711,9	-332 575,6
011000_1_B_N_N_E	. -- Biens et services	1 233 253,4	1 657 352,3	-424 099,0
110000_1_B_N_N_E	. ---- Biens	979 125,7	1 281 394,7	-302 269,0
111000_1_B_N_N_E	. ----- Marchandises générales, base balance des paiements	970 214,8	1 281 394,7	-311 179,9
11100z_1_B_N_N_E	. ----- Dont : Réexportations	596 074,2	0,0	596 074,2
112000_1_B_N_N_E	. ----- Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	-1 585,1	0,0	-1 585,1
112100_1_B_N_N_E	. ----- Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0
112200_1_B_N_N_E	. ----- Biens vendus dans le cadre du négoce international	-1 585,1	0,0	-1 585,1
113000_1_B_N_N_E	. ----- Or non monétaire	10 496,0	0,0	10 496,0
120000_1_B_N_N_E	. ---- Services	254 127,7	375 957,7	-121 830,0
121000_1_B_N_N_E	. ----- Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	0,0	0,0	0,0
121100_1_B_N_N_E	. ----- Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation, Biens reçus pour transformation	0,0	0,0	0,0
121200_1_B_N_N_E	. ----- Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation , Biens reçus après transformation)	0,0	0,0	0,0
122000_1_B_N_N_E	. ----- Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	0,0	2 006,9	-2 006,9
123000_1_B_N_N_E	. ----- Transport	70 155,9	204 195,6	-134 039,6
123100_1_B_N_N_E	. ----- Pour tous les modes de transports	70 155,9	203 692,9	-133 536,9
123100_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	1 769,0	261,3	1 507,7
123110_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12311z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	68 379,5	198 624,0	-130 244,5
123120_1_B_N_N_E	. ----- Autres	7,5	4 807,6	-4 800,2
123130_1_B_N_N_E	. ----- Transports maritimes	0,0	158 965,0	-158 965,0
123200_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	0,0	0,0	0,0
123210_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12321z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	0,0	158 965,0	-158 965,0
123220_1_B_N_N_E	. ----- Autres	0,0	0,0	0,0
123230_1_B_N_N_E	. ----- Transports aériens	7,5	40 417,0	-40 409,6
123300_1_B_N_N_E	. ----- Voyageurs	0,0	48,0	-48,0
123310_1_B_N_N_E	. ----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12331z_1_B_N_N_E	. ----- Fret	0,0	39 659,0	-39 659,0
123320_1_B_N_N_E	. ----- Autres	7,5	710,0	-702,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
123330_1_B_N_N_E	.----- Autres modes de transport	70 148,5	4 310,9	65 837,6
123400_1_B_N_N_E	.----- Voyageurs	1 769,0	213,3	1 555,7
123410_1_B_N_N_E	.----- Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
12341z_1_B_N_N_E	.----- Fret	68 379,5	0,0	68 379,5
123420_1_B_N_N_E	.----- Autres	0,0	4 097,6	-4 097,6
123430_1_B_N_N_E	.----- Services postaux et services de messagerie	0,0	502,7	-502,7
124000_1_B_N_N_E	.----- Voyages	93 466,5	19 211,7	74 254,8
124100_1_B_N_N_E	.----- À titre professionnel	44 632,0	2 162,5	42 469,5
124110_1_B_N_N_E	.----- Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
124120_1_B_N_N_E	.----- Autres	44 632,0	2 162,5	42 469,5
124200_1_B_N_N_E	.----- À titre personnel	48 834,5	17 049,2	31 785,3
124210_1_B_N_N_E	.----- Santé	0,0	0,0	0,0
124220_1_B_N_N_E	.----- Éducation	0,0	0,0	0,0
124230_1_B_N_N_E	.----- Autres	48 834,5	17 049,2	31 785,3
124000_1_B_N_N_E	.----- Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	3 316,1	15 050,2	-11 734,0
124011_1_B_N_N_E	.----- Biens	0,0	0,0	0,0
124021_1_B_N_N_E	.----- Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0
124031_1_B_N_N_E	.----- Services d'hébergement	3 316,1	0,0	3 316,1
124041_1_B_N_N_E	.----- Services de restauration	0,0	0,0	0,0
124051_1_B_N_N_E	.----- Autres services	0,0	15 050,2	-15 050,2
124z51_1_B_N_N_E	.----- Services de santé	0,0	0,0	0,0
124y51_1_B_N_N_E	.----- Services d'éducation	0,0	0,0	0,0
125000_1_B_N_N_E	.----- Travaux de construction	12 598,0	15 050,2	-2 452,2
125100_1_B_N_N_E	.----- Travaux de construction réalisés à l'étranger	12 598,0	0,0	12 598,0
125200_1_B_N_N_E	.----- Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	0,0	15 050,2	-15 050,2
126000_1_B_N_N_E	.----- Services d'assurance et de retraite	405,1	10 720,6	-10 315,6
126100_1_B_N_N_E	.----- Assurance directe	47,0	7 866,9	-7 819,9
126200_1_B_N_N_E	.----- Réassurance	92,0	276,9	-184,9
126300_1_B_N_N_E	.----- Services auxiliaires d'assurance	266,1	2 387,8	-2 121,7
126400_1_B_N_N_E	.----- Services de retraite et de garantie standardisée	0,0	189,0	-189,0
127000_1_B_N_N_E	.----- Services financiers	4 632,5	469,2	4 163,3
127100_1_B_N_N_E	.----- Services financiers explicitement facturés et autres	4 632,5	469,2	4 163,3
127200_1_B_N_N_E	.----- Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
128000_1_B_N_N_E	.----- Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	0,0	2 500,0	-2 500,0
129000_1_B_N_N_E	.----- Services de télécommunications, d'informatique et d'information	37 831,7	28 096,1	9 735,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
129100_1_B_N_N_E	. - Services de télécommunications	37 612,7	23 439,6	14 173,1
129200_1_B_N_N_E	. - Services d'informatique	219,0	3 947,8	-3 728,8
129300_1_B_N_N_E	. - Services d'information	0,0	708,7	-708,7
12A000_1_B_N_N_E	. - Autres services aux entreprises	27 773,1	93 625,5	-65 852,5
12A100_1_B_N_N_E	. - Services de recherche-développement	0,0	3,6	-3,6
12A200_1_B_N_N_E	. - Services spécialisés et services de conseil en gestion	308,5	8 663,8	-8 355,3
12A300_1_B_N_N_E	. - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	27 464,6	84 958,1	-57 493,5
12B000_1_B_N_N_E	. - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,2	11,1	-7,9
12B100_1_B_N_N_E	. - Services audio-visuels et connexes	0,0	11,1	-11,1
12B200_1_B_N_N_E	. - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	3,2	0,0	3,2
12C000_1_B_N_N_E	. - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	7 261,7	70,8	7 190,9
12D000_1_B_N_N_E	. - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0
130000_1_B_N_AL_E	. - Revenu primaire	76 220,2	110 307,5	-34 087,3
131000_1_B_N_AL_E	. - Rémunération des salariés	9 552,7	6 396,9	3 155,8
300000_3_B_N_AL_E	. - Revenus des investissements	65 927,7	103 910,5	-37 982,9
310000_3_B_N_AL_E	. - Investissements directs	1 081,9	63 401,6	-62 319,8
310000_3E_B_N_AL_E	. - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	422,9	62 602,1	-62 179,2
310000_3D_B_N_AL_E	. - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	203,2	29 917,3	-29 714,1
311110_3D_B_N_AL_E	. - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	202,0	15 434,3	-15 232,3
311120_3D_B_N_AL_E	. - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	14 483,0	-14 483,0
311130_3D_B_N_AL_E	. - Entre entreprises sœurs	1,2	0,0	1,2
311131_3D_B_N_AL_E	. - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_3D_B_N_AL_E	. - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_3D_B_N_AL_E	. - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3R_B_N_AL_E	. - Bénéfices réinvestis	219,7	32 684,7	-32 465,0
310000_3T_B_N_AL_E	. - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
31100z_3_B_N_AL_E	. - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
310000_3I_B_N_AL_E	. - Intérêts	659,0	799,5	-140,6
312100_3I_B_N_AL_E	. - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	367,0	14,0	353,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
312200_3I_B_N_AL_E	.----- Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	24,1	-24,1
312300_3I_B_N_AL_E	.----- Entre entreprises sœurs	292,0	761,4	-469,4
312310_3I_B_N_AL_E	.----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_3I_B_N_AL_E	.----- si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_3I_B_N_AL_E	.----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
310000_3F_B_N_AL_E	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
320000_3_B_N_AL_E	.----- Investissements de portefeuille	51 306,4	13 488,8	37 817,7
320000_3E_B_N_AL_E	.----- Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 351,3	1 908,3	-557,0
321100_3D_B_N_AL_E	.----- Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	596,0	1 908,3	-1 312,4
321200_3P_B_N_AL_E	.----- Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	755,4	0,0	755,4
321200_3D_B_N_AL_E	.----- Dividendes	733,0	0,0	733,0
321200_3R_B_N_AL_E	.----- Bénéfices réinvestis	22,4	0,0	22,4
320000_3I_B_N_AL_E	.----- Intérêts	49 955,1	11 580,5	38 374,6
320000_3I_B_N_ST_E	.----- À court terme	16 328,4	9 061,5	7 267,0
320000_3I_B_N_LT_E	.----- À long terme	33 626,7	2 519,0	31 107,7
340000_3_B_N_AL_E	.----- Autres investissements	13 539,4	27 020,2	-13 480,8
340000_3D_B_N_AL_E	.----- Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0
340000_3I_B_N_AL_E	.----- Intérêts	13 539,4	27 020,2	-13 480,8
340000_3F_B_N_AL_E	.----- Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0
340000_3P_B_N_AL_E	.----- Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0,0	0,0	0,0
350000_3_B_N_AL_E	.----- Avoirs de réserves	0,0	0,0	0,0
350000_3E_B_N_AL_E	.----- Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
350000_3I_B_N_AL_E	.----- Intérêts	0,0	0,0	0,0
350000_3F_B_N_AL_E	.----- Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0
132000_1_B_N_AL_E	.----- Autre revenu primaire	739,8	0,0	739,8
132100_1_B_N_AL_E	.----- Taxes sur la production et importations	603,8	0,0	603,8
132200_1_B_N_AL_E	.----- Subventions à la production	0,0	0,0	0,0
132300_1_B_N_AL_E	.----- Loyers	136,0	0,0	136,0
140000_2_B_AL_AL_E	.-- Revenu secondaire	176 662,7	51 052,1	125 610,6

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
140000_2_B_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	40 606,2	1 569,0	39 037,2
141000_2_B_GG_AL_E	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
14100z_2_B_GG_AL_E	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_GG_AL_E	.----- Cotisations sociales	0,0	0,0	0,0
14200z_2_B_GG_AL_E	.----- payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0
143000_2_B_GG_AL_E	.----- Prestations Sociales)	0,0	0,0	0,0
144000_2_B_GG_AL_E	.----- Coopération internationale courante	34 360,8	1 569,0	32 791,8
145000_2_B_GG_AL_E	.----- Transferts courants divers des administrations publiques	6 245,3	0,0	6 245,3
14500z_2_B_GG_AL_E	.----- Transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
140000_2_B_OS_AL_E	.----- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	136 056,5	49 483,1	86 573,5
146000_2_B_OS_AL_E	.----- Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non résidents)	113 329,8	43 517,8	69 812,0
14600z_2_B_OS_AL_E	.----- Envois de fonds des travailleurs	113 329,8	43 517,8	69 812,0
147000_2_B_OS_AL_E	.----- Autres transferts courants	22 726,7	5 965,3	16 761,5
141000_2_B_OS_AL_E	.----- Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0,0	0,0	0,0
142000_2_B_OS_AL_E	.----- Cotisations sociales	16,6	973,7	-957,1
143000_2_B_OS_AL_E	.----- Prestations sociales	15 000,0	61,4	14 938,6
148000_2_B_OS_AL_E	.----- Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0,2	3 371,9	-3 371,7
149000_2_B_OS_AL_E	.----- Indemnités d'assurance dommage	205,0	669,6	-464,6
144000_2_B_OS_AL_E	.----- Coopération internationale courante	0,0	142,7	-142,7
145000_2_B_OS_AL_E	.----- Transferts courants divers	7 505,0	746,0	6 759,0
14500z_2_B_OS_AL_E	.----- Dont : transferts courants aux ISBLSM	0,0	0,0	0,0
14A000_2_B_OS_AL_E	.----- Ajustement pour variation des droits à pension	0,0	0,0	0,0
200000_2_B_AL_AL_E	Compte de capital	96 758,6	4 906,9	91 851,7
210000_2_B_AL_AL_E	.-- Acquisitions / cessions d'actifs non financiers non produits	9,0	92,0	-83,0
220000_2_B_AL_AL_E	.-- Transferts de capital	96 749,6	4 814,9	91 934,7
220000_2_B_GG_AL_E	.---- Administration publique	57 314,5	0,0	57 314,5
221000_2_B_GG_AL_E	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_GG_AL_E	.----- Autres transferts de capital	57 314,5	0,0	57 314,5
22200z_2_B_GG_AL_E	.----- dont : impôts en capital	0,0	0,0	0,0
220000_2_B_OS_AL_E	.---- Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	39 435,2	4 814,9	34 620,3
221000_2_B_OS_AL_E	.----- Remises de dette	0,0	0,0	0,0
222000_2_B_OS_AL_E	.----- Autres transferts de capital	39 435,2	4 814,9	34 620,3
22200z_2_B_OS_AL_E	.----- dont : impôts en capital (Crédit)	0,0	0,0	0,0
22000z_2_B_OS_AL_E	.----- dont : entre ménages	0,0	0,0	0,0
019000_B_B_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	1 582 894,8	1 823 618,8	-240 723,9

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
300000_4_N_AL_AL_E	Compte financier	213 927,9	446 545,5	-232 617,6
300000_4_N_AL_AL_E	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	213 927,9	446 545,5	-232 617,6
310000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissement direct	28 937,4	177 973,5	-149 036,1
311000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	29 054,4	88 035,6	-58 981,2
311100_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	28 834,7	55 350,8	-26 516,1
311110_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	28 834,7	55 339,8	-26 505,1
311120_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
311130_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	11,0	-11,0
311131_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
311000_4R_N_AL_AL_E	. - - - - Réinvestissement des bénéficiaires	219,7	32 684,7	-32 465,0
31100z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
3110zz_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	. - - - - Instruments de dette	-117,0	89 937,9	-90 054,9
312100_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	78 927,0	-78 927,0
312200_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	46,4	8 649,9	-8 603,5
312300_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	-163,4	2 361,0	-2 524,4
312310_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	. - - - - Titres de créance :	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - Entre entreprises sœurs	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	. - - Investissements de portefeuille	88 470,5	13 256,7	75 213,9
321000_4_N_AL_AL_E	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	36,0	1 872,2	-1 836,2
321000_4_N_CB_AL_E	. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	36,0	-222,0	258,0
321000_4_N_OS_AL_E	. - - - - Autres secteurs	0,0	2 094,2	-2 094,2

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	10,2	-10,2
321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	2 084,0	-2 084,0
321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
321200_4R_N_AL_AL_E	----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	---- Titres de créance	88 434,5	11 384,5	77 050,1
322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	94 442,6	0,0	94 442,6
322000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	21 165,0	0,0	21 165,0
322000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	73 277,6	0,0	73 277,6
322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	4 040,5	-4 040,5
322000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	12 305,0	-12 305,0
322000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	-8 264,5	8 264,5
322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	-6 008,0	7 344,0	-13 352,0
322000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	50,0	932,1	-882,1
322000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	-6 058,0	6 411,9	-12 469,9
322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	-5 948,0	0,0	-5 948,0
322000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	50,0	0,0	50,0
322000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	-5 998,0	0,0	-5 998,0
322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	-60,0	7 344,0	-7 404,0
322000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	0,0	932,1	-932,1
322000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	-60,0	6 411,9	-6 471,9
330000_4_N_AL_AL_E	--- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	---- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	---- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	----- Options	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
331200_4_N_AL_AL_E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	--- Autres investissements	116 326,4	255 315,4	-138 989,0
341000_4_N_AL_AL_E	---- Autres titres de participation	0,0	-15,0	15,0
342000_4_N_AL_AL_E	---- Monnaie fiduciaire et dépôts	40 307,9	29 323,7	10 984,2
342000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	3 923,7	-3 923,7
342000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	3 923,7	-3 923,7
342000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	38 118,0	25 400,0	12 718,0
34200z_4_N_DT_AL_E	----- Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	38 118,0	25 400,0	12 718,0
342000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	2 189,9	0,0	2 189,9
342000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	-4 901,0	0,0	-4 901,0
342000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	7 090,9	0,0	7 090,9
342000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	100,0	0,0	100,0
342000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	100,0	0,0	100,0
342000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 089,9	649,0	1 440,9
342000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	-4 901,0	0,0	-4 901,0
342000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	6 990,9	0,0	6 990,9
343000_4_N_AL_AL_E	---- Prêts	41 584,0	216 639,3	-175 055,3
343000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	7 642,8	-7 642,8
34300z_4_N_CB_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	7 642,8	-7 642,8
343000_4_N_CB_ST_E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_CB_LT_E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
34300z_4_N_MA_AL_E	----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_ST_E	----- Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_MA_LT_E	----- Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	41 538,0	19 080,0	22 458,0
343000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	17 111,0	2 337,0	14 774,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
343000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme	24 427,0	16 743,0	7 684,0
343000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	173 884,6	-173 884,6
34300z_4_N_GG_AL_E	.----- Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_ST_E	.----- Autres à court terme	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_GG_LT_E	.----- Autres à long terme	0,0	173 884,6	-173 884,6
343000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	46,0	16 031,9	-15 985,8
343000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	13,0	613,4	-600,4
343000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme	33,0	15 418,5	-15 385,4
343000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	13,0	1 366,0	-1 353,0
343000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme	13,0	451,0	-438,0
343000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme	0,0	915,0	-915,0
343000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	33,0	14 665,9	-14 632,8
343000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	0,0	162,4	-162,4
343000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme	33,0	14 503,5	-14 470,4
344000_4_N_AL_AL_E	.---- Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	123,0	-123,0
344000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
344000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	0,0	123,0	-123,0
344000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	0,0	123,0	-123,0
344000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0
344100_4_N_AL_AL_E	.----- Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0
344200_4_N_AL_AL_E	.----- Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0
344300_4_N_AL_AL_E	.----- Droits à pension	0,0	0,0	0,0
344400_4_N_AL_AL_E	.----- Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0
344500_4_N_AL_AL_E	.----- Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0
344600_4_N_AL_AL_E	.----- Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_AL_AL_E	.---- Crédits commerciaux et avances	32 774,6	3 900,6	28 874,0
345000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_CB_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_MA_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_DT_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
345000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_GG_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	32 774,6	3 900,6	28 874,0
345000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	30 932,0	4 952,5	25 979,5
345000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme	1 842,6	-1 051,9	2 894,5
345000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	-128,3	23,0	-151,3
345000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme	-128,3	23,0	-151,3
345000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
345000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	32 903,0	3 877,6	29 025,3
345000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	31 060,3	4 929,5	26 130,8
345000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme	1 842,6	-1 051,9	2 894,5
346000_4_N_AL_AL_E	.---- Autres comptes à recevoir/ à payer	1 659,8	5 343,8	-3 684,0
346000_4_N_CB_AL_E	.----- Banque centrale	0,0	-416,2	416,2
346000_4_N_CB_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_CB_LT_E	.----- À long terme	0,0	-416,2	416,2
346000_4_N_MA_AL_E	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_MA_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_DT_AL_E	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-490,0	-647,0	157,0
346000_4_N_DT_ST_E	.----- À court terme	-490,0	-647,0	157,0
346000_4_N_DT_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_AL_E	.----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_GG_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_OS_AL_E	.----- Autres secteurs	2 149,8	6 407,0	-4 257,2
346000_4_N_OS_ST_E	.----- À court terme	-65,0	6 407,0	-6 472,0
346000_4_N_OS_LT_E	.----- À long terme	2 214,8	0,0	2 214,8
346000_4_N_FC_AL_E	.----- Autres sociétés financières	-65,0	1 358,0	-1 423,0
346000_4_N_FC_ST_E	.----- À court terme	-65,0	1 358,0	-1 423,0
346000_4_N_FC_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
346000_4_N_NC_AL_E	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	2 214,8	5 049,0	-2 834,2
346000_4_N_NC_ST_E	.----- À court terme	0,0	5 049,0	-5 049,0
346000_4_N_NC_LT_E	.----- À long terme	2 214,8	0,0	2 214,8
347000_4_N_AL_AL_E	.---- Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0
350000_4_N_AL_AL_E	.-- Avoirs de réserve	-19 806,4	0,0	-19 806,4
351000_4_N_AL_AL_E	.---- Or monétaire	0,0	0,0	0,0
351100_4_N_AL_AL_E	.----- Or métal	0,0	0,0	0,0

Code SDMX	LIBELLÉS / POSTES	CREDIT	DEBIT	SOLDE
351200_4_N_AL_AL_E	.----- Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0
352000_4_N_AL_AL_E	.----- Droits de tirage spéciaux	-72,8	0,0	-72,8
353000_4_N_AL_AL_E	.----- Position de réserve au FMI	-1 173,6	0,0	-1 173,6
354000_4_N_AL_AL_E	.----- Autres avoirs de réserve	-18 560,0	0,0	-18 560,0
354100_4_N_AL_AL_E	.----- Monnaie fiduciaire et dépôts	-18 560,0	0,0	-18 560,0
354110_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur les autorités monétaires	287,8	0,0	287,8
354120_4_N_AL_AL_E	.----- Créances sur d'autres entités	-18 847,8	0,0	-18 847,8
354200_4_N_AL_AL_E	.----- Titres	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de créance	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_ST_E	.----- À court terme	0,0	0,0	0,0
354210_4_N_AL_LT_E	.----- À long terme	0,0	0,0	0,0
354220_4_N_AL_AL_E	.----- Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0
354300_4_N_AL_AL_E	.----- Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
354400_4_N_AL_AL_E	.----- Autres créances	0,0	0,0	0,0
400000_5_N_AL_AL_E	Erreurs et omissions nettes	-1 368 966,9	-1 377 073,3	8 106,3

Source: BCEAO

POSITION EXTÉRIEURE GLOBALE

(en millions de FCFA)

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
Position extérieure global nette	1 375 447,1	-8 951,7	1 580 421,3	213 925,9	1 619 610,5	-52 939,3	2 013 216,8	446 545,5
. - - Investissement direct	56 701,1	-378,3	85 260,2	28 937,4	141 553,5	0,0	319 527,0	177973,5
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	49 343,5	-378,3	78 019,5	29 054,4	117 789,1	0,0	205 824,7	88 035,6
. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéfices	49 343,5	-378,3	77 799,8	28 834,7	117 789,1	0,0	173 139,9	55 350,8
. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	48 895,6	-384,0	77 346,3	28 834,7	117 790,4	0,0	173 130,3	55 339,8
. - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	387,9	5,7	393,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	60,0	0,0	60,0	0,0	-1,3	0,0	9,7	11,0
. - - - - - - - Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	217,0	217,0	0,0	0,0	30 221,1	30 221,1
. - - - - Instruments de dette	7 357,6	0,0	7 240,6	-117,0	23 764,4	0,0	113 702,3	89 937,9
. - - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	3 105,0	0,0	3 105,0	0,0	19 378,3	0,0	98 305,3	78 927,0
. - - - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	4 030,2	0,0	4 076,6	46,4	19,1	0,0	8 669,0	8 649,9
. - - - - - - - Entre entreprises sœurs	222,4	0,0	59,0	-163,4	4 367,0	0,0	6 728,0	2 361,0
. - - Investissements de portefeuille	483 996,3	11,0	572 477,8	88 470,5	268 754,6	-155,0	281 856,3	13 256,7
. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	4 680,0	0,0	4 716,0	36,0	1 207,1	0,0	3 079,3	1 872,2
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	4 059,0	0,0	4 095,0	36,0	1 188,3	0,0	966,3	-222,0
. - - - - - - Autres secteurs	621,0	0,0	621,0	0,0	18,8	0,0	2 113,0	2 094,2
. - - - - - - - Autres sociétés financières	596,0	0,0	596,0	0,0	18,8	0,0	29,0	10,2

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	25,0	0,0	25,0	0,0	0,0	0,0	2 084,0	2 084,0
. - - - - Titres de créance	479 316,3	11,0	567 761,8	88 434,5	267 547,6	-155,0	278 777,0	11 384,5
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	436 790,4	0,0	531 233,0	94 442,6	19 910,0	0,0	19 910,0	0,0
. - - - - À court terme	258 011,0	0,0	279 176,0	21 165,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	178 779,4	0,0	252 057,0	73 277,6	19 910,0	0,0	19 910,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	198 524,4	0,0	202 564,9	4 040,5
. - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	166 949,0	0,0	179 254,0	12 305,0
. - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	31 575,4	0,0	23 310,9	-8 264,5
. - - - - Autres secteurs	42 525,9	11,0	36 528,9	-6 008,0	49 113,2	-155,0	56 302,1	7 344,0
. - - - - À court terme	8,1	11,0	69,1	50,0	2 446,3	-155,0	3 223,3	932,1
. - - - - À long terme	42 517,8	0,0	36 459,8	-6 058,0	46 666,9	0,0	53 078,8	6 411,9
. - - - - Autres sociétés financières	42 457,9	0,0	36 509,9	-5 948,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À court terme	0,1	0,0	50,1	50,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - À long terme	42 457,8	0,0	36 459,8	-5 998,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	68,0	11,0	19,0	-60,0	49 113,2	-155,0	56 302,1	7 344,0
. - - - - À court terme	8,0	11,0	19,0	0,0	2 446,3	-155,0	3 223,3	932,1
. - - - - À long terme	60,0	0,0	0,0	-60,0	46 666,9	0,0	53 078,8	6 411,9

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - Autres investissements	484 321,0	-6 994,0	593 651,4	116 324,4	1 209 302,4	-52 784,3	1 411 833,5	255 315,4
. - - - - Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	707,0	0,0	692,0	-15,0
. - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	287 523,0	-6 994,0	320 836,9	40 307,9	174 339,2	0,0	203 662,8	29 323,7
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	4 614,6	0,0	8 538,3	3 923,7
. - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	4 614,6	0,0	8 538,3	3 923,7
. - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	219 352,0	0,0	257 470,0	38 118,0	169 724,6	0,0	195 124,5	25 400,0
. - - - - - - Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À court terme	219 352,0	0,0	257 470,0	38 118,0	169 724,6	0,0	195 124,5	25 400,0
. - - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	68 171,0	-6 994,0	63 366,9	2 189,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	65 861,0	-6 994,0	53 966,0	-4 901,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	2 310,0	0,0	9 400,9	7 090,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	2 310,0	0,0	2 410,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	2 310,0	0,0	2 410,0	100,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	65 861,0	-6 994,0	60 956,9	2 089,9	23,0	0,0	672,0	649,0
. - - - - - À court terme	65 861,0	-6 994,0	53 966,0	-4 901,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	6 990,9	6 990,9	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Prêts	181 438,6	0,0	223 022,6	41 584,0	927 391,6	-50 901,4	1 093 129,5	216 639,3
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	59 048,4	-2 775,3	63 915,9	7 642,8
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	59 048,4	-2 775,3	63 915,9	7 642,8
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	179 935,0	0,0	221 473,0	41 538,0	38 874,0	0,0	57 954,0	19 080,0
. - - - - - À court terme	114 951,0	0,0	132 062,0	17 111,0	10,0	0,0	2 347,0	2 337,0
. - - - - - À long terme	64 984,0	0,0	89 411,0	24 427,0	38 864,0	0,0	55 607,0	16 743,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	720 297,4	-48 126,1	846 055,9	173 884,6

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	720 297,4	-48 126,1	846 055,9	173 884,6
. - - - - - Autres secteurs	1 503,6	0,0	1 549,6	46,0	109 171,8	0,0	125 203,7	16 031,9
. - - - - - À court terme	1 226,0	0,0	1 239,0	13,0	3 675,1	0,0	4 288,5	613,4
. - - - - - À long terme	277,6	0,0	310,6	33,0	105 496,7	0,0	120 915,2	15 418,5
. - - - - - Autres sociétés financières	493,6	0,0	506,6	13,0	3 612,0	0,0	4 978,0	1 366,0
. - - - - - À court terme	216,0	0,0	229,0	13,0	2 737,0	0,0	3 188,0	451,0
. - - - - - À long terme	277,6	0,0	277,6	0,0	875,0	0,0	1 790,0	915,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 010,0	0,0	1 043,0	33,0	105 559,8	0,0	120 225,7	14 665,9
. - - - - - À court terme	1 010,0	0,0	1 010,0	0,0	938,1	0,0	1 100,5	162,4
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	33,0	33,0	104 621,7	0,0	119 125,2	14 503,5
. - - - - - Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	1 233,0	0,0	1 356,0	123,0
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	1 233,0	0,0	1 356,0	123,0
. - - - - - Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	1 233,0	0,0	1 356,0	123,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Crédits commerciaux et avances	12 406,5	0,0	45 181,2	32 774,6	13 517,3	0,0	17 417,9	3 900,6
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	12 406,5	0,0	45 181,2	32 774,6	13 517,3	0,0	17 417,9	3 900,6
. - - - - - À court terme	4 736,6	0,0	35 668,6	30 932,0	8 281,4	0,0	13 233,9	4 952,5
. - - - - - À long terme	7 669,9	0,0	9 512,6	1 842,6	5 235,9	0,0	4 184,0	-1 051,9
. - - - - - Autres sociétés financières	898,1	0,0	769,8	-128,3	237,0	0,0	260,0	23,0
. - - - - - À court terme	898,1	0,0	769,8	-128,3	237,0	0,0	260,0	23,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11 508,4	0,0	44 411,3	32 903,0	13 280,3	0,0	17 157,9	3 877,6
. - - - - - À court terme	3 838,5	0,0	34 898,8	31 060,3	8 044,4	0,0	12 973,9	4 929,5
. - - - - - À long terme	7 669,9	0,0	9 512,6	1 842,6	5 235,9	0,0	4 184,0	-1 051,9
. - - - - - Autres comptes à recevoir/ à payer	2 952,9	0,0	4 610,7	1 657,8	46 867,1	0,0	52 210,9	5 343,8
. - - - - - Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	775,3	0,0	359,1	-416,2
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	775,3	0,0	359,1	-416,2
. - - - - - Autorités monétaires (le cas	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
échéant)								
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 000,0	0,0	508,0	-492,0	834,0	0,0	187,0	-647,0
. - - - - - À court terme	1 000,0	0,0	508,0	-492,0	834,0	0,0	187,0	-647,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres secteurs	1 952,9	0,0	4 102,7	2 149,8	45 257,8	0,0	51 664,8	6 407,0
. - - - - - À court terme	131,0	0,0	66,0	-65,0	45 257,8	0,0	51 664,8	6 407,0
. - - - - - À long terme	1 821,9	0,0	4 036,7	2 214,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres sociétés financières	197,1	0,0	132,1	-65,0	0,0	0,0	1 358,0	1 358,0
. - - - - - À court terme	131,0	0,0	66,0	-65,0	0,0	0,0	1 358,0	1 358,0
. - - - - - À long terme	66,1	0,0	66,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 755,8	0,0	3 970,6	2 214,8	45 257,8	0,0	50 306,8	5 049,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	45 257,8	0,0	50 306,8	5 049,0
. - - - - - À long terme	1 755,8	0,0	3 970,6	2 214,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	45 247,3	-1 882,9	43 364,4	0,0
. - - Avoirs de réserve	350 428,7	-1 590,4	329 031,9	-19 806,4	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Or métal	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Comptes en or non affectés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Droits de tirage spéciaux	38 004,7	-1 578,5	36 353,4	-72,8	0,0	0,0	0,0	0,0

Libellés poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
. - - - - Position de réserve au FMI	1 459,2	-11,9	273,7	-1 173,6	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - Autres avoirs de réserve	310 964,8	0,0	292 404,8	-18 560,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Monnaie fiduciaire et dépôts	310 964,8	0,0	292 404,8	-18 560,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - Créances sur les autorités monétaires	1 649,7	0,0	1 937,5	287,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - - Créances sur d'autres entités	309 315,1	0,0	290 467,3	-18 847,8	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de créance	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
. - - - - - Autres créances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

Source: BCEAO



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int